

RAPPORT 2021 SUR LES DROITS DE LA PERSONNE – BURUNDI

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

La République du Burundi est une république constitutionnelle multipartite avec un gouvernement élu. Promulguée en 2019, la Constitution de 2018 établit un pouvoir exécutif dirigé par le président, un pouvoir législatif bicaméral et un pouvoir judiciaire indépendant. En mai 2020, les électeurs ont élu le président Évariste Ndayishimiye, les députés (membres de l'Assemblée nationale, chambre basse) et les conseils communaux. Le gouvernement a permis au plus grand parti d'opposition d'y participer et de faire campagne. Les élections ont donné lieu à un transfert pacifique du pouvoir mais ont été fortement entachées de signalements généralisés de violations des droits de la personne perpétrées en premier lieu contre les membres du plus grand parti d'opposition. Un grand nombre d'irrégularités ont sapé la crédibilité du processus électoral, qui n'a pas vu la participation d'observateurs internationaux.

La Police nationale du Burundi, qui relève de l'autorité du ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique, est chargée de l'application de la loi et du maintien de l'ordre. Les forces armées relèvent de l'autorité du ministère de la Défense. Le Service national de renseignement, qui relève directement du président de la République, a des pouvoirs d'arrestation et de détention. Les autorités civiles n'ont pas toujours assuré un contrôle efficace des forces de sécurité. Des signalements crédibles ont fait état de nombreuses exactions par des éléments de ces forces.

Des signalements crédibles faisaient état, entre autres, des problèmes importants suivants dans le domaine des droits de la personne : exécutions illégales ou arbitraires, y compris des exécutions extrajudiciaires par le gouvernement ou en son nom ; disparitions forcées par le gouvernement ou en son nom ; torture et châtiments ou traitements cruels, inhumains ou dégradants par le gouvernement ou en son nom ; conditions très dures et délétères dans les prisons ; arrestation ou détention arbitraire ; prisonniers ou détenus politiques ; représailles à motivation politique contre des personnes dans un autre pays ; graves problèmes

d'indépendance du système judiciaire ; ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée ; sanctions contre des membres d'une famille pour des délits imputés à leurs proches ; graves restrictions de la liberté d'expression et des médias, y compris violences ou menaces de violences contre des journalistes et censure ; atteintes importantes à la liberté de réunion et d'association pacifiques, notamment des lois excessivement restrictives imposées à l'organisation, au financement ou au fonctionnement d'organisations non gouvernementales ou de la société civile ; restrictions graves et déraisonnables imposées à la participation politique ; graves actes de corruption dans le secteur public ; importantes restrictions imposées par les pouvoirs publics aux organisations de défense des droits de la personne à l'échelle nationale et internationale, ou harcèlement de celles-ci ; absence d'enquêtes et de poursuites pénales en matière de violences sexistes, y compris, sans toutefois s'y restreindre, les violences intrafamiliales et conjugales, les violences sexuelles, le mariage des enfants, précoce ou forcé, et autres pratiques néfastes ; traite des personnes ; crimes violents à l'encontre de membres de minorités ethniques dans le pays ou de peuples autochtones ; crimes violents ou menaces de violences à l'encontre des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queers et intersexes ; et existence ou usage de lois pénalisant les relations sexuelles consenties entre adultes de même sexe.

Le gouvernement a pris des mesures pour identifier les responsables publics et les membres du parti au pouvoir auteurs de violations des droits de la personne ou impliqués dans des actes de corruption, instruire leur cas, les traduire en justice et les sanctionner. Cependant, des observateurs ont continué de signaler des actes de violence et d'intimidation par des membres des forces de sécurité nationale et leurs représentants tout au long de l'année. L'impunité pour les responsables du gouvernement et du parti au pouvoir ainsi que pour leurs partisans et représentants est demeurée problématique.

Les Imbonerakure, l'organisation de jeunesse du parti au pouvoir, ne possèdent aucun pouvoir d'arrestation officiel, mais certains membres ont été impliqués dans de nombreuses violations des droits de la personne ou en ont été responsables. Ils jouaient couramment le rôle des agents de la sûreté de l'État et ont détenu des individus pour les livrer ensuite aux services de sécurité officiels, après avoir, dans certains cas, commis des violations de droits de la personne. Le gouvernement a

mené des enquêtes et lancé des poursuites concernant certaines des violations dont se seraient rendus coupables les Imbonerakure, mais pas systématiquement. Par ailleurs, le groupe rebelle RED-Tabara a revendiqué la responsabilité d'une attaque au mortier à l'aéroport de Bujumbura, et pendant l'année, des jets de grenades par des individus non identifiés, notamment sur des arrêts de bus, ont blessé et tué plusieurs centaines de personnes. Le gouvernement s'est engagé à enquêter sur ces attentats à la grenade, avant d'accuser des dirigeants de l'opposition en exil, dont certains seraient liés à RED-Tabara.

Section 1. Respect de l'intégrité de la personne

a. Privation arbitraire de la vie et autres exécutions extrajudiciaires ou à motivations politiques

De nombreux signalements ont fait état d'exécutions arbitraires ou illégales commises par les pouvoirs publics ou leurs agents, notamment la police, le Service national de renseignement (SNR), des militaires et des Imbonerakure, souvent à l'encontre de personnes perçues comme favorables à l'opposition politique ou de personnes ayant exercé leurs droits légitimes. L'organisation non gouvernementale (ONG) Ligue Iteka, qui est interdite, a poursuivi ses activités depuis l'étranger ; fin novembre, elle avait documenté 405 exécutions extrajudiciaires, contre 205 l'année précédente. Bon nombre de ces exécutions auraient été commises par des policiers, des agents des services de renseignement ou des Imbonerakure. Les évaluations réalisées par la Ligue Iteka et d'autres organisations de défense des droits de la personne variaient au sujet du nombre d'assassinats probablement imputables aux agents de l'État ou au parti au pouvoir. Il était difficile de déterminer les responsables des exécutions arbitraires et de connaître les chiffres précis à cet égard en raison des restrictions imposées par les autorités gouvernementales aux observateurs des droits de la personne et aux organisations de la société civile, ainsi que de leur refus d'accorder un accès aux organismes internationaux. Les activistes dans le pays, les témoins et les victimes étaient également confrontés à des risques en matière de sécurité. Bien qu'elles se soient effectivement produites, il était rare que des enquêtes soient entreprises ou que des poursuites soient entamées à l'encontre de responsables gouvernementaux et de membres du parti au pouvoir qui auraient commis des exécutions arbitraires ou illégales. Les enquêtes sur ces exécutions sont de la responsabilité de la Police nationale burundaise,

placée sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique, tandis que les poursuites sont de celles du ministère de la Justice.

Dans son rapport du mois de septembre, la Commission d'enquête des Nations Unies sur le Burundi, dont les membres se sont vu refuser l'entrée dans le pays par les autorités mais ont mené des entretiens en personne ou à distance avec plus de 170 victimes, témoins et autres sources aussi bien dans le pays qu'en exil, a indiqué que les exécutions sommaires et arbitraires se poursuivaient. Même si des cadavres portant des marques de violences continuaient d'être découverts dans des lieux publics, les autorités locales les enterraient souvent même si elles étaient incapables de découvrir l'identité des défunts et sans enquêter sur les circonstances de leur décès ou les responsables éventuels, arguant de risques sanitaires pour la population locale en raison du manque d'installations mortuaires ou de capacité à préserver les corps, ce qui compliquait le travail des ONG et de la Commission d'enquête pour différencier les affaires de violations des droits de la personne des infractions pénales ordinaires et les consigner. Des organisations internationales de défense des droits de la personne ont signalé que des cadavres continuaient d'être découverts régulièrement dans différents endroits du pays, surtout dans la province de Cibitoke, à la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC). Ainsi, selon une organisation de la société civile, rien qu'à Cibitoke, 35 cadavres ont été découverts entre janvier et avril. Par ailleurs, la Commission d'enquête a signalé de nombreux cas de disparitions et il était difficile de déterminer combien de ces affaires constituaient des disparitions forcées plutôt que des exécutions extrajudiciaires. Certaines victimes ont été retrouvées mortes quelques jours après leur disparition avec des blessures indiquant qu'elles avaient été exécutées.

Dans son rapport du mois de septembre, la Commission d'enquête a remarqué que des incidents de sécurité étaient régulièrement signalés, notamment des affrontements armés et des échanges de tirs entre les forces de sécurité, parfois soutenues par les Imbonerakure, et des groupes armés souvent non identifiés. Selon elle, les autorités tentaient d'en trouver les auteurs, mais ce faisant, se rendaient coupables de graves violations des droits de la personne. Le rapport indiquait que les personnes soupçonnées d'appartenir ou d'aider des groupes armés impliqués dans des incidents de sécurité étaient exécutées par des policiers ou des agents du SNR, tandis que d'autres décédaient en détention après avoir été torturées par des

agents du SNR. La Commission d'enquête concluait que « des agents du Service national de renseignement (SNR), placés sous la responsabilité directe du Président Ndayishimiye, ont été les principaux auteurs d'exécutions, de disparitions forcées, d'arrestations et détention arbitraires et de tortures en lien avec les attaques armées ; ils ont continué à agir en toute impunité », ajoutant que des policiers et des Imbonerakure étaient impliqués dans certaines affaires. Tout comme les années précédentes, le rapport de la Commission d'enquête indiquait qu'il y avait des raisons de penser que les exactions commises par les autorités burundaises constituaient des crimes contre l'humanité.

Le président Ndayishimiye a poursuivi ses efforts pour endiguer la violence et engager les jeunes Burundais dans des efforts économiques positifs, notamment avec la création de programmes nationaux d'émancipation économique et d'emploi pour les jeunes chômeurs afin de renforcer le patriotisme et impliquer les jeunes dans le développement de la croissance économique. La Commission d'enquête a signalé que depuis l'arrivée au pouvoir du président Ndayishimiye, les responsables publics ordonnaient supposément aux Imbonerakure de cesser tout acte violent à l'encontre de la population et d'arrêter d'usurper les fonctions de la police. Elle a déclaré que le nombre d'incidents violents impliquant des Imbonerakure avait baissé dans plusieurs provinces.

Selon un rapport de la Ligue Iteka, Eliazard Nahimana, résident de la commune de Buganda, dans la province de Cibitoke, est décédé le 22 avril après avoir été passé à tabac et torturé par un groupe d'Imbonerakure. Le rapport indiquait qu'il avait été arrêté sur ordre de Pamphile Hakizimana, administrateur local de la commune, sur accusation d'obstruction des activités gouvernementales après sa tentative d'empêcher des Imbonerakure de creuser un canal pour l'évacuation des eaux pluviales sur son terrain. Il a été emmené au centre de détention de la police locale où il a été passé à tabac et torturé. L'administration locale lui a refusé une assistance médicale. En fait d'année, les autorités n'avaient, que l'on sache, fait aucun effort pour enquêter sur son décès.

Selon l'Initiative pour les droits humains au Burundi (IDHB), le 13 mai, des Imbonerakure ont frappé et passé à tabac un membre du Congrès national pour la liberté (CNL) dans la province de Bubanza après l'avoir accusé de voler du maïs. Un témoin oculaire a déclaré que ses agresseurs l'ont insulté parce qu'il avait

refusé de rejoindre les rangs du parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), avant les élections de mai 2020. Il a été abandonné dans une école pendant la nuit après avoir reçu des soins médicaux inadaptes, et il serait décédé peu de temps après. Un responsable public local a été arrêté et vite libéré, et en décembre, aucun Imbonerakure n'avait été arrêté.

Le 8 juillet, des individus en uniformes militaires ont arrêté Emmanuel Baransegeta dans le village de Ruhagarika, dans la province de Cibitoke. Selon Human Rights Watch, M. Baransegeta a été torturé et son cadavre a été retrouvé deux jours plus tard sur les rives de la rivière Rusizi et identifié grâce aux cicatrices qu'on lui connaissait. Les pouvoirs publics l'ont enterré sans autre forme de procès.

En mars, la cour d'appel de Muha a condamné deux Imbonerakure, Dieudonné Nsenyumva et Boris Bukeyenzeza, à quinze ans de prison pour le meurtre en mai 2020 de Richard Havyarimana, représentant du CNL, parti d'opposition, dans la commune de Mbogora, dans la province de Mwaro, et à un dédommagement de dix millions de francs burundais (soit 5 110 dollars des États-Unis).

Les médias ont signalé que des groupes armés non identifiés étaient responsables d'attaques à l'encontre de responsables publics, de forces armées gouvernementales et de leurs représentants, et de civils. Le groupe rebelle RED-Tabara a revendiqué certains attentats ayant fait des morts, notamment le meurtre de cinq soldats et sept policiers à Gatumba, dans la province de Bujumbura Rural, au mois de décembre. Au 27 décembre, on dénombrait environ 33 attentats à la grenade sur l'ensemble du pays ayant fait au moins 26 morts et 257 blessés. Il était difficile d'en identifier les auteurs et d'en déterminer leurs motifs. Si les motivations de certaines attaques ciblant des membres du parti politique au pouvoir, des policiers et d'autres membres des services de sécurité étaient apparemment une haine politique du gouvernement, du parti au pouvoir ou de ses agents, d'autres étaient vraisemblablement des vengeances personnelles ou des vendettas commerciales.

b. Disparitions

De nombreuses informations ont signalé que des personnes ont été victimes de

disparitions motivées par des raisons politiques après avoir été détenues par des éléments des forces de sécurité ou enlevées par des ravisseurs dont l'identité n'était pas établie ; cependant, un manque d'accès à des informations fiables, en partie en raison des restrictions imposées à la société civile, limitait la capacité des organisations de défense des droits de la personne et des chercheurs à recueillir des données complètes. Par ailleurs, le Groupe de travail des Nations Unies sur les disparitions forcées ou involontaires a noté en septembre 2020 qu'une crainte omniprésente des représailles empêchait le signalement et l'enregistrement formels des disparitions forcées.

La Ligue Iteka et SOS-Torture/Burundi signalaient régulièrement des disparitions, dont on comprenait parfois, à la découverte des cadavres, qu'il s'agissait d'exécutions extrajudiciaires. Une victime était souvent vue pour la dernière fois au moment de son enlèvement par les Imbonerakure, la police, l'armée ou le SNR. La Commission d'enquête, des ONG et les médias ont signalé que des personnes soupçonnées de participation à des attentats et d'autres incidents de sécurité, notamment des membres du CNL, étaient victimes de disparitions forcées. La Commission d'enquête a indiqué n'avoir pas pu déterminer si les soupçons des autorités concernant la participation de ces personnes aux attentats étaient basés sur des preuves objectives ou uniquement sur l'affiliation politique ou l'ethnicité. Au 30 novembre, la Ligue Iteka avait consigné 56 disparitions, contre 30 l'année précédente. D'entre elles, 5 étaient liées aux Imbonerakure, 8 à la police, 22 au SNR, 7 à l'armée, 1 à l'administration locale et 13 à des personnes non identifiées. Selon Human Rights Watch, le SNR, les forces de sécurité et les Imbonerakure ont tué, fait disparaître et torturé des opposants politiques, réels ou perçus, et des personnes soupçonnées d'entretenir des liens avec des rebelles burundais en RDC, pays limitrophe. Des personnes ayant traversé pour raisons personnelles la rivière Rusizi, entre la RDC et la province burundaise de Cibitoke étaient portées disparues, et on ignorait toujours leur sort. En octobre, une délégation de la présidence a visité la province pour rencontrer des responsables locaux concernant les cadavres, mais il n'avait pas été signalé d'efforts publics visant à enquêter sur les faits ou à les sanctionner.

Le 29 décembre, au cours d'une séance publique de questions-réponses, le président Ndayishimiye a reconnu qu'il existait des cas de disparitions et assuré que son gouvernement menait des enquêtes sur ces affaires. Il a également déclaré

qu'il existait des criminels au sein des forces de sécurité qui opéraient à leur compte, sans suivre les ordres des organismes publics. L'IDHB a signalé que certains officiers de police judiciaire avaient reçu une interdiction de leurs supérieurs d'enquêter sur les disparitions.

Les médias et des organisations de défense des droits de la personne ont signalé que le 9 juillet, des personnes en uniforme militaire avaient enlevé Élie Ngomirakiza, représentant du CNL de la province de Bujumbura Rural. L'IDHB a signalé que selon plusieurs sources, le 212^e bataillon était responsable de son enlèvement. Des responsables de la police et de l'armée ont publié des communiqués niant sa détention et son enlèvement n'a pas été revendiqué. Pour sa famille, il restait introuvable et en novembre, il était toujours porté disparu.

Le 13 août, des organisations de défense des droits de la personne ont signalé que Jean-Marie Ndayizeye, membre du CNDD-FDD qui travaillait au ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme à Gitega, avait été arrêté par un agent du SNR, apparemment pour des liens soupçonnés avec des criminels armés. En novembre, il était toujours porté disparu.

c. Torture et autres châtements ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Bien que la loi et la Constitution interdisent ces pratiques, de nombreux signalements ont fait état de cas où des responsables gouvernementaux y ont eu recours. Des ONG ont signalé des cas de torture commis par les services de sécurité ou des Imbonerakure. Au 30 novembre, la Ligue Iteka avait signalé 57 cas de torture, contre 103 l'année précédente, dont 38 aux mains des Imbonerakure, 9 de la police, 6 des membres des autorités locales et 4 du SNR. Les médias ont signalé tout au long de l'année que des membres du CNL avaient été arrêtés, menacés, passés à tabac, torturés ou victimes de plusieurs de ces actes aux mains des Imbonerakure. Des informations indiquaient également que des responsables carcéraux infligeaient de mauvais traitements aux prisonniers. La Commission d'enquête a signalé que la plupart des personnes arrêtées à la suite d'incidents de sécurité étaient détenues par le SNR et que certaines avaient été victimes d'actes de torture graves, notamment des sévices sexuels. L'IDHB a signalé de nombreux cas de torture sur les personnes de détenus au siège du SNR à Bujumbura ainsi que

dans les centres de détention officieux de Bujumbura et au niveau provincial, notamment des bureaux du SNR ou des domiciles privés à Gitega, Mwaro, Rutana et Makamba.

Entre janvier et août, l'IDHB a consigné plusieurs cas de torture qu'auraient commis Moïse Arakaza, à l'époque commissaire de police de la commune de Mugamba, dans la province de Bururi. Celui-ci aurait frappé des détenus avec le côté plat d'une machette, leur aurait frotté du piment fort dans le nez et les aurait menacés d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants. Selon l'IDHB, plusieurs détenus ont été transférés de Mugamba au siège du SNR à Bujumbura, où ils auraient été torturés. En août, M. Arakaza a été réaffecté dans une commune de Bujumbura, mais il aurait continué à y arrêter et maltraiter des détenus et d'autres personnes. En novembre, les autorités ne l'avaient pas tenu responsable de ses actes malgré le fait que, selon l'IDHB, de hauts responsables judiciaires et de la police avaient connaissance de ces sévices.

Il existait des signalements d'enquêtes et de poursuites pour graves violations des droits de la personne, même si les efforts limités en matière de répression signifiaient que l'impunité au sein des forces de sécurité demeurait problématique. Les médias ont signalé que des agents de l'État avaient été arrêtés, détenus et parfois reconnus coupables d'actes liés à des violations des droits de la personne. Le 10 décembre, la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (CNIDH) a publié un communiqué indiquant qu'elle avait mené des enquêtes sur deux cas allégués de torture aux mains de membres du SNR et avait pu les confirmer. Cependant, selon la Commission d'enquête, de nombreux agents de l'État qui avaient été arrêtés étaient ensuite relâchés et les résultats des poursuites lancées contre les individus qui restaient en détention demeuraient incertains. Le recours aux Imbonerakure par le parti au pouvoir, le manque d'indépendance du judiciaire et les représailles contre les personnes qui signalaient des exactions représentaient certains des facteurs qui contribuaient à l'impunité. Il n'existait pas suffisamment de mécanismes pour enquêter sur les violations des droits de la personne commises par les forces de sécurité.

Selon le portail en ligne de l'ONU *Déontologie en missions de terrain*, il y avait sept affaires d'allégations d'exploitation sexuelle et d'exactions formulées à l'encontre de soldats de la paix burundais déployés par la Mission

multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine. Six de ces allégations avaient été signalées au cours de l'année et une en 2019. Toutes concernaient des déploiements au cours des années précédentes. Sur les sept affaires, quatre concernaient des allégations de relations d'exploitation avec des adultes entre 2014 et 2017 et trois des cas de viol d'enfant entre 2017 et 2019. Neuf autres affaires ont été jugées infondées, contrairement à deux autres pour la période 2015-2016. En décembre, le gouvernement n'avait pas annoncé s'il avait pris des mesures visant à enquêter sur les sept affaires toujours en cours ou à les traiter, et il n'avait pas encore signalé la prise de mesures concernant l'allégation fondée d'un viol d'enfant en 2015, signalée en 2017.

Des rapports ont signalé que des membres de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre, queer et intersexe (LGBTQI+) avaient été menacés, passés à tabac et arrêtés par des administrateurs locaux et d'autres Burundais, avec le soutien des forces de sécurité (voir la section 6, Actes de violence, criminalisation et autres violations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre).

Conditions dans les prisons et les centres de détention

Les conditions dans les prisons étaient dures et délétères en raison d'une surpopulation extrême, d'agressions physiques et des conditions sanitaires inadéquates. Certaines informations ont signalé le manque de soins médicaux appropriés et l'isolement cellulaire prolongé dans les prisons et les centres de détention. Les conditions dans les centres de détention administrés par le SNR et dans les cachots communaux administrés par la police étaient en général pires que dans les prisons. La Commission d'enquête et plusieurs autres organisations crédibles ont également continué de signaler que le SNR, la police, de hauts fonctionnaires du gouvernement et d'autres organismes de sécurité disposaient de locaux de détention clandestins auxquels aucun observateur indépendant n'avait accès.

Conditions matérielles : La surpopulation carcérale extrême constituait un problème grave dans huit des onze prisons. Selon la Direction générale des affaires pénitentiaires du ministère de la Justice, au 28 décembre, 12 954 personnes, dont 6 692 en attente de procès, étaient détenues dans 11 prisons et deux établissements de réinsertion pour mineurs qui, pour leur majorité, avaient été construits avant

1965 avec une capacité d'accueil de 4 194 détenus. Les prisons les plus surpeuplées étaient celles de Muramvya, située à une cinquantaine de kilomètres de Bujumbura, où la population carcérale atteignait 800 % de sa capacité d'accueil, et celle de Mpimba, à Bujumbura, à 573 % de sa capacité d'accueil. Sur ces 12 954 détenus, 871 étaient des femmes et 152 des mineurs. Les deux établissements de réinsertion pour mineurs détenaient 152 mineurs, dont 111 reconnus coupables et 41 en détention préventive. Il y avait une prison pour femmes à Ngozi, mais les femmes étaient également incarcérées dans d'autres prisons. Les prisonniers en détention préventive étaient fréquemment incarcérés avec des détenus condamnés.

La Direction générale des affaires pénitentiaires a fait état de 46 décès de prisonniers au cours de l'année, tous en raison d'un incendie dans la prison de Gitega. Selon un communiqué présidentiel du 29 décembre, le 7 décembre, un court-circuit électrique a déclenché un incendie majeur à la prison de Gitega, en état de surpopulation grave, faisant 46 morts et 69 blessés. Des organisations de la société civile ainsi que certains organes de presse ont contesté les chiffres avancés par l'État, estimant que les victimes étaient bien plus nombreuses. On ne disposait pas d'informations sur le nombre de personnes détenues dans les centres de détention secrets administrés par le SNR ou dans les cachots communaux administrés par la police.

Les prisons n'avaient pas d'installations sanitaires adéquates (toilettes et salles de bain), d'eau potable, ni de systèmes d'aération ou d'éclairage, conditions qui se faisaient particulièrement ressentir dans les prisons de Muramvya et de Mpimba. Les prisons et les centres de détention ne disposaient pas d'aménagements pour les personnes en situation de handicap.

Selon des responsables gouvernementaux et des observateurs internationaux de la situation des droits de la personne, de nombreux prisonniers souffraient de maladies intestinales et du paludisme. Aucune information officielle n'était disponible sur les cas de COVID-19 dans les établissements carcéraux. Les autorités ont pris des mesures pour éviter la propagation du virus, notamment en suspendant les visites dans l'ensemble des prisons après avril 2020, mais les prisonniers pouvaient continuer de recevoir des produits de première nécessité, comme de la nourriture et des masques, de la part de leurs proches. Le Comité

international de la Croix-Rouge (CICR) a fourni une assistance aux autorités carcérales pour la construction de zones de quarantaine dans les prisons au cours de la pandémie de COVID-19.

Chaque prisonnier recevait une ration quotidienne d'environ 350 grammes de manioc et 350 grammes de haricots, qui comprenait aussi certains jours de l'huile et du sel. Les autorités comptaient sur les familles et les amis des détenus pour leur donner de l'argent pour toutes les autres dépenses. Bien que chaque prison ait été tenue d'employer au moins un infirmier qualifié et de recevoir la visite d'un médecin au moins une fois par semaine, les prisonniers n'ont pas toujours eu rapidement accès à des soins médicaux. Les détenus se trouvant dans un état grave étaient transférés dans des hôpitaux locaux. Plusieurs signalements ont fait état d'un manque de médicaments dans les infirmeries des prisons et indiqué que des prisonniers détenus pour raisons politiques vivaient dans la crainte des représailles des autorités carcérales et des groupes administrés par les prisonniers.

Il n'a pas été fait état de violences entre prisonniers ni d'une incapacité des autorités à garder le contrôle.

Administration : Les autorités carcérales autorisaient les prisonniers à déposer des plaintes auprès des autorités judiciaires sans être censurés ; toutefois, ces dernières y ont rarement donné suite. Des signalements crédibles ont fait état de mauvais traitements infligés aux détenus, comme de longues périodes d'isolement cellulaire, mais rien n'indiquait que les auteurs aient eu à répondre de leurs actes ou aient été punis.

Surveillance indépendante : Le gouvernement a autorisé certains observateurs non gouvernementaux indépendants à effectuer une surveillance.

Il a autorisé les visites demandées par le CICR, l'Union africaine (UA) et la CNIDH. Les inspecteurs se sont rendus régulièrement dans les prisons connues, les cachots communaux et les centres de détention connus du SNR. Les groupes de surveillance ont eu un accès libre et total aux prisonniers incarcérés dans les centres de détention connus, mais ils n'ont pas pu visiter les sites de détention clandestins du SNR.

Améliorations : Le gouvernement a pris des mesures au cours de l'année pour

réduire la surpopulation carcérale en libérant plus de 2 600 prisonniers. Une ONG et d'autres observateurs ont signalé que certains des individus remis en liberté ont été arrêtés de nouveau par la suite pour d'autres infractions et que d'autres voulaient retourner en prison pour avoir accès à de la nourriture et des soins médicaux. Le 5 mars, 5 255 prisonniers reconnus coupables de certaines infractions ont été graciés par décret du président Ndayishimiye. Le décret prévoyait la libération de prisonniers condamnés à des peines de moins de cinq ans, des femmes enceintes et de celles qui avaient des enfants en prison, des prisonniers de moins de 18 ans et de plus de 70 ans, des femmes accusées d'infanticide ou d'avortement qui avaient déjà purgé au moins trois ans de leur peine, des prisonniers présentant des troubles psychiatriques et des handicaps visibles, de ceux atteints d'une maladie chronique en phase terminale, de ceux accusés de corruption s'ils rendaient les fonds détournés et de ceux qui avaient déjà purgé les trois quarts de leur peine. Par ailleurs, le décret prévoyait des réductions de peine pour les prisonniers qui avaient purgé un quart de leur peine, ainsi que pour les condamnés à la réclusion à perpétuité, dont la peine a été réduite à 20 ans de prison.

d. Arrestations ou détentions arbitraires

La Constitution et la loi interdisent les arrestations et les détentions arbitraires et accordent à toute personne le droit de contester la légalité de son arrestation ou de sa détention au tribunal, mais le gouvernement n'a pas respecté ces interdictions.

Procédures d'arrestation et traitement des personnes en détention

Pour procéder à une arrestation, la police doit avoir un mandat émis par un magistrat en fonction, mais elle peut aussi le faire sans mandat en notifiant un superviseur de la police au préalable. Les policiers disposent de sept jours pour conclure leur enquête et présenter des preuves à un magistrat, mais ils peuvent demander une prorogation de sept jours de ce délai pour poursuivre leur enquête. La police a rarement respecté ces dispositions.

En vertu de la loi, un magistrat peut ordonner la libération de suspects ou confirmer les chefs d'accusation qui leur sont imputés et prolonger leur détention, d'abord de 14 jours, puis de sept jours supplémentaires si cela est nécessaire pour l'instruction du dossier en vue du procès. Les magistrats se sont régulièrement

dispensés d'organiser des audiences préliminaires, alléguant souvent du grand nombre d'affaires en attente ou de la documentation incomplète fournie par la police. Les autorités reconnaissaient que le système judiciaire peinait à traiter les affaires en temps opportun et que de longues périodes de détention préventive étaient monnaie courante.

L'absence de moyens de transport pour les suspects, les policiers et les magistrats était une raison souvent invoquée pour expliquer l'absence d'audiences préliminaires. Cela restait problématique dans les huit provinces non dotées de prisons, où le manque de moyens de transport empêchait le transfert des suspects depuis leur lieu de détention jusqu'à un tribunal provincial compétent.

Les juges peuvent libérer des suspects sous caution, mais ils y ont rarement recouru. En revanche, ils l'ont souvent fait sous engagement. Les suspects ont le droit de se faire représenter par un avocat, à leurs frais, dans les affaires pénales, mais la loi ne l'exige pas et les pouvoirs publics n'ont pas commis d'avocat d'office pour les indigents. Les détenus sans moyens avaient rarement accès à un avocat.

Certains suspects ont été détenus au secret. Le SNR a refusé à des avocats l'accès à des détenus incarcérés dans les locaux de son quartier général à Bujumbura. Les prisons disposent de locaux d'incarcération en régime cellulaire et les détenus y étaient parfois maintenus durant de longues périodes.

Arrestations arbitraires : La loi prévoit une amende symbolique et une peine de prison de 15 jours à un an pour tout membre des forces de sécurité déclaré coupable d'implication dans une arrestation arbitraire. Rien n'indiquait que cette loi était appliquée.

Les groupes de défense des droits de la personne ont signalé de nombreux cas d'arrestations et de détentions arbitraires, dont certains impliquaient des Imbonerakure. Au 30 novembre, la Ligue Iteka avait consigné 507 arrestations arbitraires, contre 916 l'année précédente, dont 52 par les Imbonerakure, 337 par la police, 71 par des responsables des autorités locales, 1 par l'armée et 46 par le SNR. Elle a signalé que les autorités ciblaient des membres du CNL et leurs partisans après des incidents de sécurité tels que les attentats à la grenade ou les embuscades, les montrant du doigt quand les autorités n'en avaient pas établi la

responsabilité. Selon le rapport de la Commission d'enquête, les autorités ont arrêté de nombreuses personnes de manière arbitraire à la suite d'incidents de sécurité et les ont accusées de collaboration avec des groupes armés ou de les soutenir, souvent uniquement sur la base de leur affiliation politique ou de leur groupe ethnique. Les autorités ont accusé pour les mêmes raisons les membres de la famille d'une personne qu'elles recherchaient et qui était introuvable.

Ainsi, le 19 janvier, les autorités ont arrêté Christa Kaneza, âgée de 19 ans, à la suite du meurtre de son mari en novembre 2020 dans une banlieue de Bujumbura. Amnesty International a signalé qu'en février, le tribunal de grande instance de Muha, à Bujumbura, avait ordonné sa libération provisoire, arguant du manque de preuves concernant sa participation au meurtre de son mari. En septembre, à la suite d'un recours du parquet, la cour d'appel de Muha, à Bujumbura, a confirmé la décision. Mme Kaneza a été remise en liberté provisoire le 1^{er} décembre.

En octobre 2020, Tony Germain Nkina, avocat, a été arrêté dans la commune de Kabarore, dans la province de Kayanza, alors qu'il était en déplacement chez un client, et accusé de menaces à la sécurité de l'État par collaboration avec des groupes rebelles responsables d'attentats dans la région. Le 15 juin, un tribunal de Kayanza l'a reconnu coupable et l'a condamné à cinq ans de prison et à une amende d'un million de francs burundais (soit 500 dollars É.-U.). Le 29 septembre, la cour d'appel de Ngozi a confirmé la condamnation après cinq audiences critiquées par des observateurs en raison du manque de preuves à l'appui du dossier du parquet. Des organisations internationales de défense des droits de la personne pensaient également que M. Nkina avait été arrêté en raison de son travail passé comme représentant de l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH), l'une des principales organisations de défense des droits de la personne au Burundi jusqu'en 2015.

Détention préventive : Les détentions préventives prolongées ont continué de poser un grave problème. La loi dispose que les autorités ne peuvent garder une personne en détention plus de 14 jours sans l'inculper. Cependant, selon la Direction générale des affaires pénitentiaires du ministère de la Justice, en août, 48 % des personnes dans les prisons et les centres de détention étaient en détention préventive. Les autorités détenaient certains suspects sans les inculper officiellement. Si, selon la Direction générale des affaires pénitentiaires, le temps

moyen de détention préventive était d'environ un an, certaines personnes sont restées en détention préventive près de cinq ans. Dans certains cas, la durée de cette détention égalait ou dépassait celle de la peine infligée pour l'infraction reprochée. L'inefficacité et la corruption de la police, des procureurs et des responsables judiciaires contribuaient au problème. C'est ainsi, par exemple, que les autorités ont privé de nombreuses personnes de leur droit à la remise en liberté sur engagement personnel, parce que le ministère public n'avait pas ouvert de dossier ou que le dossier avait été égaré. D'autres personnes sont restées incarcérées sans mandat d'arrêt dûment établi, soit parce que la police n'avait ni terminé l'enquête initiale, ni transmis le dossier au magistrat compétent, soit parce que le magistrat n'avait pas convoqué l'audience requise pour se prononcer sur les accusations.

Possibilité pour un détenu de contester la légalité de sa détention devant un tribunal : La loi dispose que les personnes arrêtées ou détenues ont le droit de contester le fondement juridique de leur détention, d'exciper de sa nature arbitraire et d'obtenir une prompte remise en liberté s'il s'avère qu'elles ont été détenues illégalement. Il n'existait aucun document indiquant qu'une personne soit parvenue à le faire devant un tribunal ; cependant, des informations ont signalé que la CNIDH avait aidé certains détenus à contester avec succès le fondement de leur détention en intervenant rapidement après leur arrestation et en négociant leur remise en liberté en arguant d'un manque de preuves ou d'autres bases pour les accusations.

e. Déni de procès public et équitable

De graves irrégularités ont entaché l'équité et la crédibilité des procès. Bien que la Constitution et la loi prévoient l'indépendance du pouvoir judiciaire, des informations ont signalé que des membres de l'appareil judiciaire ont accepté des pots-de-vin ou ont été influencés par les autorités pour suspendre des enquêtes et des poursuites, déterminer d'avance l'issue d'un procès ou ne pas exécuter les décisions des tribunaux. Selon le rapport de la Commission d'enquête, le président Ndayishimiye a exprimé son souhait de faire respecter l'état de droit, gravement mis à mal pendant plusieurs années. Cependant, ses efforts ont été affaiblis par un mépris de plus en plus important des autres organes gouvernementaux pour le droit pénal et ses procédures. Régulièrement, les autorités n'ont pas respecté les

procédures légales.

Le rapport de la Commission d'enquête a affirmé que le manque d'indépendance du judiciaire était ancien, mais que son instrumentalisation à des fins politico-diplomatiques s'était accentuée sous le président Ndayishimiye. Selon certaines allégations, le cabinet du Procureur général aurait délibérément fait la sourde oreille aux appels l'exhortant à enquêter sur de hauts responsables des services de sécurité et de la police nationale. Le ministère public et les membres des services de sécurité passaient parfois outre les ordonnances des tribunaux pour la libération de détenus après que les juges décidaient qu'il n'existait pas de motif légal pour les maintenir en détention. La Commission d'enquête a affirmé que les autorités n'avaient pris aucune mesure structurelle pour tenter de remédier à ces problèmes. Le 17 septembre, le président a signé un décret de révision du Conseil supérieur de la magistrature, donnant au chef d'État (le président) autorité sur le conseil, notamment celle de contrôler la qualité des décisions judiciaires et de mettre en œuvre des mesures de redressement. La Commission d'enquête et d'autres organisations estimaient que cette décision élargissait les moyens par le biais desquels l'exécutif pourrait contrôler le judiciaire.

Procédures applicables au déroulement des procès

En vertu de la loi, les accusés bénéficient de la présomption d'innocence. Des collèges de juges conduisent tous les procès en public. Les accusés ont le droit d'être informés dans les plus brefs délais et d'une manière détaillée des chefs d'accusation retenus contre eux et de bénéficier gratuitement des services d'un interprète en cas de besoin, depuis leur mise en accusation jusqu'à l'épuisement des voies de recours ; toutefois, ces droits étaient rarement respectés. Les accusés ont droit à un procès équitable dans un délai raisonnable et celui de disposer du temps et des locaux nécessaires à la préparation de leur défense, mais cela n'a pas toujours été le cas. Les accusés ont le droit d'avoir un avocat, mais pas aux frais de l'État, même dans les cas d'accusations d'infractions pénales graves. Peu d'accusés ont été représentés par des avocats, car rares étaient ceux qui avaient les moyens de retenir les services de ceux-ci. Quelques ONG locales et internationales ont fourni une aide juridique à certains d'entre eux. Les accusés ont le droit de se défendre eux-mêmes, y compris en interrogeant les témoins à charge, en faisant comparaître leurs propres témoins et en examinant les preuves détenues contre eux.

Ils peuvent aussi fournir leurs propres éléments de preuve et l'ont fait dans la majorité des cas. Les accusés ont le droit de ne pas se voir forcés de témoigner ou d'avouer leur culpabilité, même si des informations ont signalé que certains détenus avaient subi des tortures pour obtenir des aveux. Les juges se servaient d'aveux obtenus sous la torture pour condamner des accusés. La loi accorde ces droits à tous les citoyens.

Tous les accusés, à l'exception de ceux jugés par des tribunaux militaires, ont le droit d'interjeter appel auprès de la Cour suprême. Les procédures sont semblables dans les tribunaux civils et militaires, mais, en général, les tribunaux militaires prenaient des décisions plus rapidement. L'État ne fournit pas d'avocats aux accusés militaires pour les aider à se défendre, mais des ONG en fournissaient à certains accusés pour des affaires concernant de graves accusations. En général, les procès militaires étaient ouverts au public, mais ils peuvent se tenir à huis clos lorsque les circonstances l'exigent, notamment pour des raisons de sécurité nationale ou lorsque la médiatisation risquerait de nuire à la victime ou à un tiers, comme dans les cas de viol ou de maltraitance d'enfants. Dans les tribunaux militaires, les accusés ont le droit de faire appel une seule fois.

Bien que bon nombre des droits énoncés ci-dessus aient souvent été enfreints, aucun n'a été systématiquement refusé à des personnes issues de groupes spécifiques. Toutefois, l'inefficacité de l'appareil judiciaire allongeait considérablement la durée de la procédure d'appel, de plus d'un an dans de nombreux cas.

En février, la Cour suprême a publié une décision en date de juin 2020 concernant un groupe de 34 individus, notamment des militants des droits de la personne et des journalistes en exil, les condamnant à la prison à vie et à des dommages-intérêts punitifs. Selon Human Rights Watch, le procès s'est fait sans garanties de procédures essentielles dans la mesure où les accusés étaient absents et ni eux, ni leurs avocats n'ont été avisés des poursuites à leur encontre. Le groupe en question a été reconnu coupable d'« attaques contre l'autorité de l'État », d'« assassinats » et de « destructions », et ses avoirs ont été confisqués.

Prisonniers et détenus politiques

Il n'existait pas de chiffres vérifiables quant au nombre de prisonniers ou de

détenus politiques ; les estimations des groupes de défense des droits de la personne se comptaient par centaines. Un grand nombre des exemples cités dans la section 1.d., Arrestations ou détentions arbitraires, pouvaient également être reconnus comme des prisonniers ou détenus politiques. Le gouvernement a nié incarcérer des personnes pour des raisons politiques, faisant au contraire référence à des actes contre la sécurité de l'État, à la participation à une rébellion ou à des incitations à l'insurrection. Les organisations de défense des droits de la personne affirmaient que ces accusations servaient souvent de prétexte pour réprimer les membres des partis d'opposition et les défenseurs des droits humains. Tout au long de l'année, il s'est régulièrement produit des arrestations et détentions de membres des partis politiques de l'opposition, principalement du CNL, mais également d'autres partis, comme Sahwanya-FRODEBU. D'autres, principalement de jeunes hommes, ont été arrêtés ou détenus pour des soupçons de coopération avec des groupes rebelles armés. Bien souvent, les prisonniers politiques présumés restaient en détention préventive ; dans d'autres cas, ils étaient relâchés sans explication ou, plus fréquemment, après s'être acquittés d'une amende. Le gouvernement a autorisé les visites demandées par le CICR, l'Union africaine et la CNIDH, notamment pour les détenus que les organisations de défense des droits de la personne considéraient comme des prisonniers politiques. Les inspecteurs se sont rendus régulièrement dans les prisons connues, les cachots communaux et les centres de détention connus du SNR. Les groupes de surveillance ont eu un accès libre et total aux prisonniers incarcérés dans les centres de détention connus, mais ils n'ont pas pu visiter les sites de détention clandestins du SNR.

Le 7 mai, un tribunal de Bujumbura a condamné l'ancien député Fabien Banciryano à un an de prison pour rébellion, dénonciation calomnieuse et atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'État. Il avait été arrêté en octobre 2020 et était largement considéré comme un défenseur des droits de la personne et l'un des seuls députés qui en dénonçait les violations dans le pays. Il a décidé de ne pas se pourvoir en appel et a été libéré le 2 octobre, après avoir purgé sa peine.

En 2017, Germain Rukuki, ancien employé de l'ONG interdite Action des chrétiens pour l'abolition de la torture-Burundi, a été arrêté par des agents du SNR avant d'être transféré à la prison de Ngozi. Il a été accusé d'atteinte à la sûreté intérieure de l'État et de rébellion. Des organisations internationales et locales de

défense des droits de la personne ont critiqué la nature de sa détention et les chefs d'accusation portés contre lui comme étant à motivation politique. M. Rukuki a été jugé coupable en 2018 et condamné à 32 ans d'emprisonnement. Après quatre ans en prison, il a été libéré le 30 juin après réduction de sa peine de 32 à un an par une cour d'appel.

Représailles à motivation politique contre des personnes se trouvant à l'extérieur du pays :

Selon des informations crédibles, le gouvernement a tenté d'utiliser des outils internationaux de répression pour mener des représailles à motivation politique contre certaines personnes se trouvant à l'extérieur du pays (voir aussi la section 1.e., Procédures applicables au déroulement des procès).

Exécutions extraterritoriales, enlèvements, retours forcés ou autres violences ou menaces de violences : En 2020, Human Rights Watch et des experts onusiens ont signalé que les autorités burundaises avaient coopéré avec des responsables tanzaniens pour arrêter, torturer, rapatrier de force et détenir sans inculpation des réfugiés et demandeurs d'asile vivant en Tanzanie, les accusant « d'essayer de déstabiliser le Burundi ». Certains des individus détenus en 2020 sont restés en détention au Burundi au début de l'année avant d'être libérés.

Menaces, harcèlement, surveillance et chantage : Les médias burundais ont fait état de l'arrestation de l'activiste des droits de la personne Béatrice Nyamoya à son arrivée à l'aéroport international de Bujumbura le 20 novembre, indiquant qu'elle est la sœur de François Nyamoya, secrétaire général du Mouvement pour la solidarité et la démocratie, groupe d'opposition interdit. Accusé par le gouvernement d'actes terroristes, François Nyamoya vivrait en exil au Rwanda. Citant le président de la CNIDH, Radio Isanganiro a indiqué que Béatrice Nyamoya avait été arrêtée à des fins d'enquête. Elle a été relâchée après six jours de détention par le SNR sans être inculpée.

Pressions bilatérales : L'IDHB a signalé que trois stations de radio et chaînes de télévision en exil qui émettaient depuis le Rwanda depuis 2015 avaient été forcées de suspendre leurs émissions. Elle a indiqué que des responsables du renseignement rwandais avaient informé les directeurs des trois stations que leurs organes de presse ne pouvaient plus opérer depuis le Rwanda à la suite d'un

rapprochement apparent entre les gouvernements des deux pays. La décision aurait été prise après les demandes répétées du gouvernement burundais.

Procédures et recours judiciaires au civil

Les particuliers et les organisations peuvent déposer des recours civils en cas de violations des droits de la personne et ont le droit de se pourvoir en appel devant une cour régionale ou internationale.

Saisie et restitution de biens

Il a été rapporté qu'à la suite de la crise de 2015, des responsables gouvernementaux et des particuliers s'étaient emparés de certaines terres appartenant à des Burundais qui avaient fui vers des pays voisins ou légalement occupés par ces derniers, ce qui a compliqué la réinsertion de certaines personnes rentrées au pays pendant l'année. Certains rapatriés ont également retrouvé leurs maisons détruites, soit à cause des intempéries, soit en raison d'actes de destruction intentionnels. Toutefois, en général, les responsables gouvernementaux ont empêché l'occupation par des tiers de terres appartenant à des réfugiés.

f. Ingérence arbitraire ou illégale dans la vie privée, la famille, le domicile ou la correspondance

La Constitution et la loi prévoient le droit au respect de la vie privée et exigent des mandats de perquisition, mais les autorités n'ont pas toujours respecté ces droits. La loi prévoit des perquisitions sans mandat si les services de sécurité soupçonnent des actes de terrorisme, la fraude, la traite des personnes, la possession illégale d'armes, le trafic ou la consommation de stupéfiants ou des « infractions de nature sexuelle ». Aux termes de cette législation, les services de sécurité doivent donner un préavis de perquisition sans mandat au ministère public, mais ils n'ont pas besoin d'autorisation. Les organisations de défense des droits de la personne se sont inquiétées de ce que l'étendue des exceptions à l'obligation d'obtenir un mandat de perquisition et l'absence de protections prévues par la loi engendraient des risques d'abus. Elles ont également remarqué qu'aux termes de la loi, le ministère public était autorisé à délivrer un mandat de perquisition sans consulter une autorité judiciaire, ce qui limitait le contrôle de la police et des procureurs par le pouvoir judiciaire.

La police, des agents du SNR et des membres des Imbonerakure, agissant parfois en qualité de comités de sécurité mixtes, ont érigé des barrages routiers et inspecté et fouillé des véhicules. Les membres des forces de sécurité ont également exigé des pots-de-vin dans de nombreux cas, soit au cours des perquisitions, soit pour éviter une perquisition. Pendant toute l'année, ils ont mené des opérations de fouille et de saisie sans mandat judiciaire ou autre autorisation. L'IDHB a signalé que le SNR instrumentalisait l'Agence de régulation et de contrôle des télécommunications pour surveiller la date, la durée et le lieu de tous les appels dans le pays. L'organisation de défense des droits de la personne a également rapporté que l'agence pouvait écouter en temps réel un nombre limité d'appels.

Certains organes de presse ont rapporté que leurs sites Web et leurs pages sur les réseaux sociaux avaient été bloqués ou étaient inaccessibles au public. Ainsi, en novembre, le site Web de l'organe de presse indépendant *Iwacu* était toujours inaccessible, sauf par le biais d'un site miroir.

L'IDHB a signalé que des policiers avaient arrêté et menacé des membres des familles de suspects qu'ils ne parvenaient pas à trouver pour les interpellier. (Pour des informations sur les autres efforts effectués pour sanctionner les membres des familles de certaines personnes soupçonnées d'avoir commis des infractions, voir la section 1.e., Représailles motivées par des raisons politiques à l'encontre de personnes vivant à l'étranger, Menaces, harcèlement, surveillance et chantage.)

Section 2. Respect des libertés civiles

a. Liberté d'expression, notamment pour les membres de la presse et d'autres médias

La Constitution et la loi garantissent la liberté d'expression et la liberté de la presse mais interdisent les propos « diffamatoires » à l'égard du président et d'autres hauts fonctionnaires, les contenus dont il est estimé qu'ils mettent en danger la sécurité nationale et les propos haineux de nature raciale ou ethnique. D'autres restrictions imposées en 2015 ont perduré et ont visé tous les organes de presse.

Liberté d'expression : La loi interdit de tenir des propos motivés par la haine raciale ou ethnique. Il est illégal d'exposer des dessins, affiches, photographies et autres objets susceptibles de troubler l'ordre public. Ces infractions sont passibles

de deux mois à trois ans de prison et d'amendes.

Liberté d'expression pour les membres de la presse et d'autres médias, y compris les médias en ligne : Bien que le gouvernement ait pris des mesures pour assouplir les restrictions qui pesaient sur les membres de la presse et d'autres médias, la Commission d'enquête a signalé que le gouvernement avait continué de surveiller et de vilipender les journalistes qui se montraient critiques, tandis que d'autres choisissaient de pratiquer l'autocensure.

L'État était propriétaire et administrateur de quotidiens et d'une chaîne de radio-télévision. Le CNDD-FDD administrait une station de radio alignée sur le gouvernement. Les médias indépendants existaient mais pratiquaient souvent l'autocensure ; certains étaient visés par des restrictions. Radio Isanganiro était la plus grande station de radio indépendante du pays. *Iwacu*, journal indépendant généralement critique du gouvernement et de ses politiques, a continué de publier des articles en français et en anglais malgré le harcèlement du gouvernement.

Violence et harcèlement : Des journalistes et des particuliers ouvertement critiques ont fait état de harcèlement et d'intimidation de la part des services de sécurité et des responsables gouvernementaux visant à les empêcher d'effectuer leur travail de manière indépendante et de couvrir certains sujets sensibles. Certains journalistes se sont vus forcés d'obtenir l'autorisation des autorités pour voyager dans le pays et, dans certains cas, à l'étranger. Les forces alliées au CNDD-FDD ont exercé une répression à l'égard des médias supposés favorables à l'opposition, y compris des journalistes de la presse écrite et de la radio, leur faisant subir des actes de harcèlement, d'intimidation et de violence. La plupart des journalistes indépendants ont fui le pays durant et après la crise politique et la répression de 2015, et en fin d'année, certains demeuraient en exil. Les autorités ont détenu ou convoqué pour les interroger des journalistes locaux qui menaient des enquêtes sur des sujets tels que les violations des droits de la personne, la corruption ou les incidents de sécurité.

En janvier 2020, quatre journalistes d'*Iwacu* ont été condamnés à deux ans et demi de prison pour « tentative impossible de complicité d'atteinte à la sûreté de l'État ». Human Rights Watch a qualifié l'arrestation de « message destiné à intimider et menacer les autres journalistes afin de les dissuader de faire leur

travail ». Le 24 décembre 2020, ils ont bénéficié d'une grâce accordée par le président Ndayishimiye et été libérés le jour-même.

En février, la Cour suprême a rendu publique la condamnation par contumace de sept journalistes en exil condamnés à la prison à perpétuité en lien avec la tentative de coup d'État de mai 2015 (voir la section 1.e., Procédures applicables au déroulement des procès).

Le 31 août, le président Ndayishimiye a critiqué Esdras Ndikumana, journaliste à Radio France Internationale (RFI), station de radio publique française, accusant le correspondant de gonfler le nombre de cas de COVID-19 et d'utiliser la plateforme de RFI pour nuire au pays en se concentrant sur la pauvreté. En plus de M. Ndikumana, il s'en est également pris à Antoine Kaburahe, directeur d'*Iwacu*, comme étant l'autre journaliste cherchant à détruire le pays et à ternir son image.

Le 24 septembre, des policiers et des militaires ont arrêté Aimé-Richard Niyonkuru, journaliste de la radio Bonesha FM, alors qu'il enquêtait sur un attentat à la grenade dans le quartier de Kamenge, à Bujumbura. Selon des informations relayées dans les médias, il a été torturé, harcelé et accusé de collaborer avec des ennemis de la nation, avant d'être relâché 24 heures plus tard.

Le 28 décembre, le directeur du centre de santé Kanyosha, à Bujumbura, a détenu deux journalistes de Radio Isanganiro qui enquêtaient sur le nombre croissant de cas de COVID-19 et les capacités du centre. Il a ordonné la libération des journalistes quelques heures plus tard, après qu'ils ont accepté d'effacer les photos du centre qu'ils avaient prises.

Censure ou restrictions sur le contenu : Le gouvernement a censuré le contenu des médias au moyen de lois limitant la diffusion de contenus par les médias établies par le Conseil national de la communication (CNC), organe théoriquement indépendant mais soumis dans la pratique à un contrôle politique et largement considéré comme un instrument du pouvoir exécutif. Les décrets du CNC exigent que tous les journalistes s'enregistrent tous les ans auprès de lui, limitent l'accès accordé aux journalistes internationaux et fixent des limites de contenu aux produits diffusés par les médias. Le CNC a continué de surveiller la presse de près. Interprétées dans leur sens le plus large, des lois réprimant la diffamation, les propos haineux, les atteintes à la sécurité de l'État et la trahison ont également

encouragé un climat d'autocensure, notamment de la part des journalistes employés par l'organe national de radiotélédiffusion. L'IDHB a signalé que la plupart des journalistes qui travaillaient dans le pays pratiquaient un certain niveau d'autocensure. L'autocensure était particulièrement marquée pour des sujets sensibles, notamment la corruption à haut niveau, les violations des droits de la personne par les forces de sécurité gouvernementales ou les Imbonerakure, et d'autres thèmes perçus comme critiques du gouvernement. Le CNC réglemente la presse écrite et audiovisuelle, contrôle l'accréditation des journalistes et veille à l'application des lois relatives aux médias. Le président en nomme les 15 membres, qui étaient principalement des représentants du gouvernement et des journalistes de l'organe de radiotélévision de l'État.

Plusieurs journalistes ont déclaré se sentir dans l'ensemble plus libres pour publier en ligne que pour travailler à la radio et dans d'autres médias contrôlés de plus près par les pouvoirs publics, surtout pour les publications en français ou en anglais plutôt que dans les langues locales. Deux stations de radio fermées en 2015 ont continué de diffuser des segments radio et de publier des articles en ligne.

Lois sur la diffamation et la calomnie : La loi protège les fonctionnaires et le président contre les « paroles, gestes, menaces ou écrits quelconques » de caractère « injurieux ou diffamatoire » ou de nature à « porter atteinte à la dignité ou au respect de la fonction dont ils sont investis ». La loi interdit la diffusion publique d'informations qui exposent une personne au « mépris public » et elle prévoit des peines de prison et des amendes en cas d'infraction. L'outrage au chef de l'État est sanctionné par une peine de prison de six mois à cinq ans assortie d'une amende symbolique. Certains journalistes et dirigeants de partis politiques et de la société civile ont déclaré que le gouvernement utilisait la loi pour les intimider et les harceler.

La condamnation pour trahison, qui comprend la démoralisation volontaire des forces armées ou de la population de façon à nuire à la défense nationale en temps de guerre, est sanctionnée par une peine de réclusion à perpétuité. Propager ou publier sciemment des rumeurs de nature à alarmer la population, attiser son hostilité à l'encontre du gouvernement ou encourager la guerre civile est une infraction.

Sûreté nationale : La loi exige des journalistes qu'ils révèlent leurs sources dans certaines circonstances et interdit la publication d'articles considérés comme portant atteinte à la sécurité nationale. Au cours de l'année, certains journalistes ont pratiqué l'autocensure en raison du harcèlement des dernières années en vertu des dispositions relatives à la sûreté nationale.

Impact extra-gouvernemental : Des Imbonerakure en grand nombre ont collaboré avec les forces de sécurité gouvernementales pour réprimer la liberté d'expression. Ils étaient dans certains cas membres officiels des conseils mixtes de sécurité, qui comprennent des policiers, des fonctionnaires de l'administration locale et des civils.

Mesures visant à renforcer la liberté d'expression, y compris celle des médias :

Le 28 janvier, le président Ndayishimiye s'est engagé à permettre une « presse libre et responsable au service du développement socio-économique » du pays et a demandé au CNC de trouver des solutions afin de permettre aux organes de presse sanctionnés de reprendre leurs activités. Reporters sans frontières a souligné les « signaux encourageants » dans le pays en matière de liberté d'expression des membres des médias à la suite des mesures prises par le président Ndayishimiye.

Le 11 février, le CNC est revenu sur sa décision de 2018 ayant fermé la section de commentaires du journal en ligne du groupe de presse *Iwacu* et le 21 février, il a permis à la radio Bonesha FM, fermée à la suite de la tentative de coup d'État de 2015, de rouvrir, levant l'ensemble des sanctions prises contre la station.

Le 16 juin, il a levé les sanctions contre l'organe de presse en ligne *Ikiriho*, suspendu en 2018 après qu'un procès privé a été intenté contre lui pour diffamation. Le même jour, il a invité la BBC, suspendue depuis 2019, à déposer une nouvelle demande de permis d'exploitation.

Liberté d'accès à internet

Les pouvoirs publics n'ont pas restreint ni perturbé l'accès à internet ou encore censuré de contenus en ligne, sauf pour le site Web de l'organe de presse *Iwacu*, et il n'y a eu de signalements crédibles indiquant que le gouvernement surveillait les communications privées en ligne sans disposer d'une autorisation légale appropriée. L'accès direct au site Web d'*Iwacu* restait bloqué au Burundi ; les

internautes pouvaient cependant y accéder de l'étranger ou en utilisant un VPN.

Liberté d'enseignement et manifestations culturelles

Il a été allégué, notamment par Freedom House, que les pratiques en matière d'emploi, les élections à la direction des syndicats d'étudiants et l'attribution des notes à l'université du Burundi faisaient l'objet d'ingérences politiques en faveur des membres du CNDD-FDD.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

Le gouvernement a limité la liberté de réunion et d'association pacifiques.

Liberté de réunion pacifique

La Constitution et la loi prévoient la liberté de réunion pacifique, mais le gouvernement n'a pas toujours respecté ces droits. La loi exige que les partis politiques et les groupes importants notifient le gouvernement avant une réunion publique et au moins quatre jours avant une manifestation. Les partis de l'opposition, y compris le CNL, ont pu organiser des congrès nationaux et d'autres rassemblements publics. La Commission d'enquête a signalé qu'après les élections de 2020, les autorités avaient assoupli les nombreuses restrictions abusives et violations du droit à la liberté de réunion pacifique qui visaient les partis d'opposition. Cependant, des informations indiquaient que dans certaines communes, surtout rurales, des membres du CNL s'étaient vus empêchés d'organiser des réunions.

Liberté d'association

La Constitution garantit la liberté d'association dans les limites établies par la loi, droit que le gouvernement a néanmoins sévèrement restreint.

Une loi limitant les ONG internationales exige notamment qu'elles déposent une part de leur budget à la Banque de la République du Burundi et qu'elles élaborent et mettent en œuvre des plans visant à assurer un équilibre ethnique et entre les genres au sein du personnel local qu'elles recrutent. Elle contient plusieurs dispositions qui accordent aux pouvoirs publics un contrôle considérable de leur recrutement et de leurs programmes. En octobre 2020, les autorités ont décidé de

limiter les dépenses opérationnelles au sein des projets financés par les partenaires techniques et financiers, principalement en alignant les salaires sur ceux des organes publics.

En février 2020, le ministre de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique a ordonné aux ONG internationales d'envoyer les informations personnelles détaillées de leurs employés, notamment leur groupe ethnique, ce qui a soulevé les préoccupations des ONG internationales sur l'usage par le gouvernement de ces données pour cibler ses opposants politiques et exercer un contrôle sur ces organisations. En mars 2020, le gouvernement a annoncé que les organisations qui ne respectaient pas l'équilibre ethnique exigé par la loi seraient fermées et que des inspections de conformité seraient effectuées. Pour Human Rights Watch et d'autres organisations, cette exigence constituait une tentative de contrôler les opérations des ONG. En septembre 2020, le ministère des Affaires étrangères a publié trois décrets sur la relation du gouvernement avec les ONG internationales qui a exacerbé les préoccupations selon lesquelles les autorités s'orientaient en direction d'exigences en matière de respect de quotas ethniques dans leurs pratiques de recrutement. Le 14 décembre, le Sénat a mis en place une commission spéciale afin d'enquêter sur la composition ethnique des ONG étrangères et des entreprises publiques, ce qui, selon le gouvernement, était requis par la Constitution. Certains ministères ont contacté les ONG en fin d'année pour les informer de leur obligation de fournir des informations sur l'ethnicité et l'identité de leurs employés. Certaines ONG ont continué de se dire préoccupées que l'intention des ministères était de contrôler leurs décisions d'embauche ou d'exercer un contrôle indu sur leurs opérations.

Les organisations de la société civile sont tenues de s'enregistrer auprès du ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique (ou de l'administration provinciale si elles mènent leurs activités dans une seule province), processus complexe qui comprend l'approbation des activités de l'organisation par le ministère susnommé et d'autres ministères en fonction de ses domaines de spécialisation. L'enregistrement doit être renouvelé tous les deux ans et la décision des autorités de le refuser est sans appel. La loi prévoit la suspension ou la fermeture définitive des organisations en cas d'atteinte à l'ordre public ou à la sécurité de l'État.

c. Liberté de religion

Veillez consulter le *Rapport du département d'État sur la liberté de religion dans le monde* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/religiousfreedomreport/>.

d. Liberté de circulation et le droit de quitter le pays

La Constitution et la loi prévoient la liberté de circulation à l'intérieur du pays, les voyages à l'étranger, l'émigration et le rapatriement, et les pouvoirs publics ont parfois respecté ces droits (voir également la section 2.f., Protection des réfugiés, pour de plus amples renseignements sur le retour des réfugiés dans le pays).

Déplacements à l'intérieur du pays : Selon plusieurs sources d'informations, le gouvernement a veillé à l'imposition de l'utilisation des « cahiers » ou « livrets de ménage » où figurait la liste des membres résidents et des travailleurs domestiques de chaque ménage dans certains quartiers de la capitale. Dans de nombreux cas, lors de perquisitions de quartiers, la police a arrêté les personnes dont le nom ne figurait pas dans ces cahiers. Les autorités locales ont installé de nombreux barrages routiers partout dans le pays prétextant officiellement la collecte de taxes de transit auprès des automobilistes et des passagers. Ces points de contrôle étaient le plus souvent gardés par la police ou des membres des Imbonerakure. Des points de contrôle ont aussi été établis à des fins de sécurité. Il a souvent été allégué que les agents postés aux barrages exigeaient des pots-de-vin pour laisser les véhicules passer. Dans certains cas, des Imbonerakure ont été accusés d'employer les barrages pour entraver la liberté de circulation pour des raisons politiques, aux motifs que la personne n'aurait pu fournir la preuve de sa contribution au financement des locaux ou des activités du parti au pouvoir. Les réfugiés étaient tenus d'obtenir un permis de sortie pour sortir des camps de réfugiés, mais la loi était appliquée de manière aléatoire.

Déplacements à l'étranger : Les autorités exigeaient des visas de sortie pour les étrangers porteurs de passeports non officiels et ne détenant pas de visas à entrées multiples. Le renouvellement de ces visas s'élevait à 48 000 francs burundais (25 dollars É.-U.) par mois. La majorité des étrangers étaient détenteurs de visas à entrées multiples et n'étaient pas soumis à cette exigence.

Pour répondre aux préoccupations concernant la traite des personnes, le

Commissariat général des migrations, qui est responsables de l'émission des documents de voyage et de la sécurité aux frontières, a intensifié sa vigilance avant d'accorder des documents de voyage afin de viser certains groupes démographiques, tels que les jeunes femmes et les enfants non accompagnés. En janvier, il a demandé aux lignes aériennes commerciales qui opéraient dans le pays de ne plus accepter jusqu'à nouvel ordre les passagers burundais voyageant dans tous les pays du Golfe en raison d'inquiétudes concernant la traite des personnes ; pour ces déplacements, une autorisation spéciale du Commissariat est désormais nécessaire. Cependant, il est possible que ces restrictions aient intensifié l'usage de voies clandestines de déplacement ainsi que les vulnérabilités à la traite.

e. Statut et traitement des déplacés internes

Selon les estimations de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), en septembre, il y avait au Burundi 113 408 personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDIP), dont 54 % d'enfants. Selon elle, 83 % des déplacés internes avaient été déplacés par des catastrophes naturelles et 17 % pour d'autres raisons. Certains ont signalé se penser menacés en raison de la manière dont étaient perçues leurs sympathies politiques. Certains sont rentrés chez eux, mais la majorité sont restés dans les sites de PDIP ou ont été réinstallés dans des centres urbains. En général, le gouvernement a autorisé les PDIP résidant dans des sites identifiés à participer aux programmes fournis par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'IOM et d'autres organisations humanitaires, notamment aux programmes d'hébergement et d'aide juridique.

f. Protection des réfugiés

Le gouvernement a globalement coopéré avec le HCR et d'autres organisations humanitaires pour fournir protection et aide aux réfugiés (y compris à ceux qui étaient de retour au pays), aux demandeurs d'asile et aux autres personnes en situation préoccupante.

Droit d'asile : La législation prévoit l'octroi de l'asile et du statut de réfugié et le gouvernement a mis en place un système visant à assurer la protection des réfugiés. Le nombre de réfugiés arrivant dans le pays a baissé par rapport aux années précédentes en raison des mesures prises pour éviter la propagation de la COVID-19, notamment les fermetures des frontières.

Liberté de circulation : Les réfugiés doivent obtenir des permis de sortie auprès de l'Office national pour la protection des réfugiés et des apatrides au ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique pour quitter les camps de réfugiés, mais la loi était appliquée de manière aléatoire.

Emploi : Le gouvernement ne permet pas aux réfugiés et aux demandeurs d'asile de travailler sur le marché du travail formel. Le HCR et les partenaires travaillant dans les camps ont mis en œuvre des programmes de subsistance, tels que des potagers durables tout au long de l'année gérés par des coopératives, la fabrication de masques ainsi que de petites savonneries, et ont encouragé les réfugiés à débiter des activités génératrices de revenus. Des réfugiés ont donc lancé leurs salons de coiffure, ateliers de couture et petits marchés dans les camps, mais il leur était difficile de développer leurs entreprises parce qu'ils manquaient de moyens pour en faire la promotion et avaient du mal à obtenir des permis de sortie pour vendre leurs produits à l'extérieur des camps.

Accès aux services de base : Les réfugiés résidant dans des camps administrés par les autorités burundaises et le HCR et ses partenaires bénéficiaient d'un accès à des services de base. Le fort pourcentage de réfugiés en milieu urbain avait également accès à divers services tels que l'éducation, la santé et les autres formes d'aide offertes par les organisations humanitaires.

Solutions durables : La poursuite des violences en RDC a empêché le retour des réfugiés congolais. Les efforts de réinstallation des réfugiés congolais dans des pays tiers, lancés en 2015, se sont poursuivis.

g. Apatrides

Le HCR estimait qu'il y avait dans le pays 783 personnes exposées au risque de devenir apatrides. Toutes originaires d'Oman, elles vivaient au Burundi depuis des décennies et attendaient que les autorités d'Oman leur délivrent une preuve de citoyenneté. La plupart des personnes à risque d'apatridie avaient refusé une offre de citoyenneté burundaise faite par le gouvernement si elles ne pouvaient pas obtenir la citoyenneté omanaise. Les apatrides risquaient de ne pas pouvoir pleinement jouir de la liberté de circulation du fait qu'ils ne remplissaient pas les conditions pour obtenir un permis de conduire ou un passeport.

Section 3. Liberté de participer au processus politique

La loi donne aux citoyens la capacité de choisir leur gouvernement au cours d'élections régulières, libres et équitables, qui ont lieu à bulletin secret et au suffrage universel et égal, mais le gouvernement n'a pas respecté ce droit.

Élections et participation au processus politique

Élections récentes : En mai 2020, le pays a tenu des élections législatives, communales et présidentielles sans la présence d'observateurs internationaux. Le candidat du CNDD-FDD, Évariste Ndayishimiye, a remporté l'élection avec 68 % des votes. Le gouvernement a également organisé des élections sénatoriales en juillet 2020. Le CNDD-FDD a remporté la majorité absolue des voix à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Les élections ont été gravement entachées d'irrégularités qui ont sapé la crédibilité du processus électoral, notamment avec l'absence d'observateurs internationaux indépendants, qui n'ont pas été autorisés. Le gouvernement a légèrement ouvert l'espace politique, permettant aux partis d'opposition de participer et de mener des rassemblements de campagne dans l'ensemble du pays. Selon le rapport de la Commission d'enquête de 2020, les partis d'opposition ont dénoncé des irrégularités lors du décompte des voix, notamment l'expulsion des bureaux de vote d'inspecteurs accrédités affiliés aux partis. La communauté internationale et les organisations burundaises indépendantes ont largement qualifié le processus de vicié, mais les acteurs nationaux et internationaux ont globalement accepté les résultats des élections. Plusieurs organisations progouvernementales de la société civile ont observé les élections et les ont validées. Le CNL a rejeté les résultats des élections et a intenté un recours, rejeté par la Cour constitutionnelle.

La Commission d'enquête a noté l'absence globale de violence de masse pendant l'élection présidentielle. Il a été fait état de violences au cours de la période électorale, notamment des affrontements entre des membres du parti au pouvoir et du parti de l'opposition, qui ont fait des blessés et des morts, dans certains cas. La Commission d'enquête a indiqué que les partis politiques d'opposition et leurs membres, surtout le CNL, avaient été victimes de graves violations des droits de la personne au cours de la période préparatoire des élections. Il a été signalé des cas

ciblés d'exécutions, d'enlèvements, de violences sexistes, d'actes de torture et d'arrestations arbitraires. Les médias ont continué d'être soumis à un contrôle strict. Les journalistes n'ont pas pu faire leur travail librement. La CNIDH a déclaré que les incidents de violation des droits de la personne étaient trop négligeables pour avoir une incidence sur la crédibilité des résultats tels qu'annoncés.

La Commission électorale nationale indépendante a imposé des conditions restrictives, par exemple en limitant les mouvements des observateurs étrangers basés dans le pays et en refusant aux observateurs de l'Union africaine et des Nations Unies l'accès au territoire national.

Partis politiques et participation au processus politique : La Constitution définit un système multipartite et prévoit des droits pour les partis et leurs candidats, notamment l'assurance de l'absence d'ingérence des pouvoirs publics dans les affaires des partis politiques. Selon la loi, s'ils veulent recevoir des fonds publics pour financer leurs campagnes et participer aux élections législatives et présidentielle, les partis doivent compter une base « nationale », c'est-à-dire présenter une diversité ethnique et régionale, et prouver par écrit qu'ils disposent d'une structure et ont des adhérents dans toutes les provinces. Le ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique a reconnu 36 partis politiques. En février 2019, le ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique a enregistré les Forces nationales de libération-Rwasa, parti auparavant non reconnu, sous son nouveau nom, le CNL. L'Union pour le progrès national, dirigée par Évariste Ngayimpinda, n'était toujours pas reconnue, hormis une petite faction qui s'est détachée et a prêté allégeance au parti au pouvoir. Tous les partis politiques enregistrés se sont régulièrement entretenus au sein du Forum des partis politiques, institution du ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique pour le dialogue politique. Par ailleurs, le président Ndayishimiye s'est régulièrement entretenu avec les dirigeants des partis politiques pour discuter de sujets importants pour le pays, sollicitant leur contribution. Des responsables publics ont loué le cadre de la discussion comme encourageant l'unité politique, tandis que les critiques ont avancé qu'il avait un objectif principalement publicitaire et n'abordait pas les sujets politiques sensibles.

Dans l'ensemble, les partis politiques alliés avec le CNDD-FDD ont pu fonctionner librement. La Commission d'enquête a indiqué que les violences politiques s'étaient calmées et que les discours de haine à l'encontre des opposants avaient laissé place à des appels à la tolérance politique de la part des responsables publics. Cependant, les médias et les organisations de défense des droits de la personne ont fait état de violations, telles que des arrestations arbitraires, des actes de torture et des disparitions forcées contre les opposants politiques, principalement des membres du CNL, aux mains des Imbonerakure et d'hommes armés non identifiés en représailles de leurs engagement politique et d'une participation présumée à des groupes armés responsables d'incidents de sécurité dans le pays. La Commission d'enquête a signalé que certains membres du CNL avaient été victimes de disparitions forcées dans les mois qui ont suivi les élections de 2020 et vus pour la dernière fois emmenés par des agents publics ou des Imbonerakure. Dans certaines communautés rurales, des bureaux du CNL ont été mis à sac ou détruits.

La Constitution prévoit des restrictions à l'égard des candidats indépendants, notamment par une mesure les empêchant de se présenter en tant qu'indépendants s'ils avaient déclaré avoir appartenu à un parti politique au cours de l'année antérieure ou occupé un poste de dirigeant au sein d'un parti politique dans les deux années antérieures. Elle précise en outre que les candidats indépendants à l'Assemblée nationale devaient recevoir au moins 40 % des voix dans leur district pour être élus, norme qui ne s'appliquait pas aux candidats affiliés à des partis politiques. L'interdiction constitutionnelle de coalitions d'indépendants limitait encore davantage les possibilités des partis non reconnus.

L'appartenance ou la loyauté présumée au CNDD-FDD, parti politique au pouvoir, étaient souvent requises pour obtenir ou conserver un emploi dans la fonction publique et jouir des avantages qui y sont associés, notamment des indemnités de transport, un logement de fonction, la gratuité de l'eau et de l'électricité, une exonération de l'impôt sur le revenu personnel et des prêts à taux zéro. La Commission d'enquête a signalé que des personnes avaient été forcées de verser des sommes d'argent, souvent en l'absence de tout fondement juridique, pour soutenir le CNDD-FDD sous peine de se voir refuser l'accès aux services et espaces publics ou la délivrance de certains documents administratifs. En décembre, des médias en ligne ont signalé que les candidats aux postes de

dirigeants de la Fédération de football du Burundi qui n'étaient pas membres du CNDD-FDD, parti au pouvoir, avaient reçu des menaces de mort et s'étaient entendu dire qu'ils devaient retirer leur candidature.

Des rapports indiquaient que les observateurs électoraux alignés avec l'opposition n'avaient pas pu avoir un accès complet pour surveiller les élections.

Participation des femmes et des membres de minorités : Aucune loi ne limite la participation des femmes et des membres de groupes minoritaires au processus politique et ils y ont participé.

La Constitution prévoit que 30 % des sièges à l'Assemblée nationale, au Sénat et au Conseil des ministres doivent être occupés par des femmes, et le gouvernement a respecté cette obligation. Cette mise en œuvre s'est faite en vertu du Code électoral en ajoutant des sièges de manière à satisfaire aux exigences de ce quota et en votant pour des listes fermées (les électeurs choisissent un parti politique, qui donne l'ordre de sélection des candidats en tenant compte du genre). Au sein du gouvernement actuel, environ 38 % des députés, 41 % des sénateurs ainsi que 5 ministres sur 15 étaient des femmes. Les femmes n'étaient pas bien représentées au sein des partis politiques et occupaient très peu de postes dirigeants. Certains observateurs pensaient que des facteurs traditionnels et culturels s'opposaient à la participation des femmes à la vie politique sur un pied d'égalité avec les hommes.

La Constitution prévoit la représentation des deux plus grands groupes ethniques à tous les postes gouvernementaux élus et nommés. La majorité hutu est en droit d'occuper 60 % au plus des postes de la fonction publique et la minorité tutsi 40 % au moins. Cependant, un rapport de la Ligue Iteka publié en février indiquait que dans un grand nombre d'institutions publiques, le quota ethnique n'était pas respecté. La loi réserve trois sièges de chacune des chambres du Parlement au groupe ethnique des Twa, qui représentent environ 1 % de la population.

Section 4. Corruption et manque de transparence au sein du gouvernement

La loi prévoit des sanctions pénales pour les actes de corruption dans la fonction publique, mais elle n'a pas été appliquée de manière efficace par le gouvernement.

Il a été fait état de nombreux cas de corruption au sein du gouvernement pendant l'année. Certains hauts fonctionnaires se sont livrés à la corruption en toute impunité. La Constitution prévoit la création d'une Haute Cour de justice pour étudier les accusations de crimes graves à l'encontre de hauts fonctionnaires du gouvernement, mais cette cour n'existe pas encore. La loi de lutte contre la corruption s'applique également au reste des citoyens, mais pour l'instant, aucun haut fonctionnaire n'a fait l'objet d'un procès pour corruption.

Corruption : La majorité de la population considérait que la police était corrompue, et la petite corruption au sein de cette institution était fréquente. De nombreuses allégations de corruption ont également été émises à l'égard du gouvernement, notamment en rapport avec le manque de transparence des recettes budgétaires provenant des importations d'essence, le trafic d'influence et l'abus de pouvoir, la gestion des offres et de la passation des marchés publics, en particulier dans les secteurs de la santé et de l'extraction minière, le détournement de fonds publics, la fraude douanière et l'affectation des réserves limitées de devises du pays au financement des importations. L'Office burundais des recettes comporte une unité interne de lutte contre la fraude, mais des observateurs ont accusé de fraude les responsables de cette structure.

Les autorités ont pris plusieurs mesures notables de lutte contre la corruption, notamment le licenciement de hauts fonctionnaires et de centaines de fonctionnaires de faible rang accusés de malversations et le ciblage de certaines pratiques de corruption médiatisées. Dans le cadre de la nouvelle campagne de lutte contre la corruption du président Ndayishimiye, le ministre de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique a été chargé de diriger les grands efforts en la matière. Il a poursuivi la campagne « tolérance zéro » vis-à-vis de la corruption et conservé les boîtes à suggestion dans les bureaux des communes et les ministères pour permettre à la population de signaler les activités de corruption. Il a également maintenu un numéro de téléphone gratuit pour permettre aux citoyens de signaler les cas de corruption et de faute professionnelle.

En février, tous les percepteurs de Bujumbura ont été licenciés après la découverte d'un déficit de plus de 40 milliards de francs burundais (soit 20,4 millions de dollars É.-U.) d'impôts annuels par rapport aux estimations des collectes.

Le 1^{er} mai, le président Ndayishimiye a limogé la ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme, Immaculée Ndabaneze ; selon les médias, elle a été détenue avant d'être relâchée peu de temps après. En vertu du décret concerné, elle a été remerciée en raison d'actes risquant de compromettre l'économie du pays et de ternir l'image du Burundi. Olucome, ONG de surveillance de la corruption, pensait que le renvoi de la ministre était lié à la vente illégale du dernier avion de la flotte d'Air Burundi, aujourd'hui disparue, et dû au détournement de fonds destinés au financement de la future compagnie aérienne du pays, Burundi Airlines. Le 18 novembre, sa remplaçante, la ministre du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme, Capitoline Niyonizigiye, a également limogée par décret du président Ndayishimiye. Peu de temps après, des médias ont rapporté que cette dernière, ayant inclus certains de ses parents et amis dans la délégation burundaise à l'Expo de Dubaï 2020, s'était rendue coupable de détournement de ressources publiques.

Le 14 septembre, la vice-présidente du Sénat, Spès-Caritas Njebarikanuye, a été révoquée pour non-respect par sa société du prix du sucre.

En avril, l'Assemblée nationale a approuvé une loi de dissolution de la Cour spéciale anticorruption et de l'unité de police anticorruption, ce qui constituait un revers pour les mesures de lutte contre le fléau. Les autorités de la cour ont été transférées au parquet et à la cour d'appel, et celles de l'unité de police anticorruption, à la police judiciaire. Olucome, ONG de surveillance de lutte contre la corruption, a critiqué cette décision, avertissant que celle-ci risquait d'entraver les efforts de lutte en la matière, et demandant que le gouvernement restructure les institutions au lieu de les abolir.

Le rapport de la Commission d'enquête indiquait que le président Ndayishimiye avait pris acte du problème de la corruption au Burundi et fait de la lutte contre ce fléau l'une de ses priorités, tout en soulignant que les réformes avaient été minimales et que la plupart des mesures prises étaient symboliques. Dans certains cas, des fonctionnaires ont été accusés de détournement de fonds sans enquêtes minutieuses ou procédures judiciaires et certaines sanctions collectives semblaient arbitraires.

Section 5. Posture du gouvernement face aux enquêtes internationales et non gouvernementales sur les atteintes présumées aux droits de la personne

Les groupes nationaux et internationaux de défense des droits de la personne ont éprouvé des difficultés à mener leurs activités étant donné les restrictions, le harcèlement et la répression dont ils faisaient l'objet de la part des pouvoirs publics. Les responsables gouvernementaux se sont rarement montrés coopératifs et sensibles à leurs points de vue. La loi exige que les organisations de la société civile s'enregistrent auprès du ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique, processus complexe qui comprend l'approbation des activités de l'organisation. L'enregistrement doit être renouvelé tous les deux ans et un refus d'inscription ou de renouvellement ne pouvait être contesté (voir également la section 2.a., Liberté d'association). La loi prévoit la suspension définitive d'une organisation en cas d'atteinte à l'ordre public ou à la sécurité de l'État.

Le gouvernement a également pris des mesures notables concernant les organisations de la société civile, notamment en libérant des défenseurs des droits de la personne (voir également la section 1.e., Prisonniers et détenus politiques, affaire Germain Rukuki) et en avril, en levant les sanctions contre l'organisation PARCEM (Parole et actions pour le réveil des consciences et l'évolution des mentalités). Cette dernière avait été suspendue en 2019 pour menace à l'ordre et à la sécurité. Selon les médias, la suspension était due à sa campagne, *Ukuri Ku Biduhanze* (la vérité sur les problèmes auxquels nous faisons face), qui soulignait des problèmes tels que le paludisme et l'insécurité alimentaire, qui n'étaient pas abordés.

Le 27 avril, Nestor Nibitanga, ancien employé de l'Association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues, a été remis en liberté à la suite d'une grâce présidentielle de grande ampleur. Il avait été arrêté en 2017 à la suite de la découverte chez lui par les autorités de rapports sur les droits de la personne qui, selon elles, menaçaient la sécurité publique et condamné à cinq ans de prison.

Human Rights Watch, la Commission d'enquête et d'autres organisations de défense des droits de la personne restées au Burundi étaient exposés à des menaces, des actes d'intimidation et des arrestations. Le rapport de la Commission d'enquête a indiqué que les gestes positifs en direction de la société civile étaient en général des gestes symboliques ponctuels et que les pouvoirs publics avaient pris des mesures visant davantage à renforcer leur contrôle sur les activités et le fonctionnement des organisations de la société civile qu'à rouvrir l'espace démocratique. En février, la Cour suprême du pays a reconnu coupables et condamné à la prison à perpétuité cinq défenseurs des droits de la personne, avocats et représentants d'ONG vivant en exil (voir la section 1.e., Procédures applicables au déroulement des procès).

De nombreuses organisations de la société civile, surtout celles qui se concentrent sur les droits de la personne, restaient interdites ou suspendues. Le président Ndayishimiye a invité l'ensemble des Burundais en exil à rentrer au pays, mais pour l'instant, aucune de ces organisations n'en avait fait la demande. La Ligue Iteka, officiellement interdite depuis 2017, et d'autres organisations non reconnues officiellement ont continué de surveiller la situation des droits de la personne depuis l'étranger. Des membres d'organisations reconnues et non reconnues ont signalé faire l'objet de harcèlement et d'actes d'intimidation et ont pris des mesures pour protéger l'identité de leurs employés et de leurs sources.

Organisation des Nations Unies ou autres instances internationales : En général, le gouvernement a refusé d'accorder à l'ONU et aux autres instances internationales l'entrée dans le pays et de coopérer avec ces organismes. Certaines instances onusiennes ont également rapporté que les personnes qui coopéraient avec elles faisaient face à des actes d'intimidation et de représailles ou refusaient de le faire en raison de tels problèmes.

Le 31 mai, le Bureau de l'envoyé spécial du Secrétaire général pour le Burundi a officiellement fermé. Le gouvernement avait demandé sa fermeture en novembre 2020, estimant que la présence d'une mission des Nations Unies à caractère exclusivement politique n'était plus pertinente.

En 2016, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a institué une Commission d'enquête composée de trois membres pour enquêter sur les

violations des droits de la personne survenues depuis 2015 et en faire rapport. En octobre, il a adopté une résolution approuvant un rapporteur spécial pour remplacer la Commission d'enquête comme mécanisme de surveillance et de rapport sur la situation des droits de la personne au Burundi. En décembre, le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement, Albert Shingiro, a déclaré aux journalistes que le gouvernement ne permettrait « jamais » au rapporteur spécial d'enquêter sur le pays.

Les responsables publics ont refusé de coopérer avec la Commission d'enquête ou de lui permettre d'entrer sur le territoire national pendant son mandat. Par ailleurs, cette dernière a signalé que les personnes qui coopéraient avec elle faisaient face à des actes d'intimidation et de représailles à la fois au Burundi et dans les pays voisins.

En septembre, la Commission a remis son rapport annuel, concluant qu'il y avait des motifs de croire que de graves violations des droits de la personne et des crimes contre l'humanité continuaient d'être commis dans le pays, mais à plus petite échelle qu'au cours de la période électorale. Le rapport de la Commission d'enquête a noté que ces violations étaient principalement imputables à des responsables de l'État du plus haut niveau, à de hauts fonctionnaires, ainsi qu'à des membres du SNR, de la police et des Imbonerakure. Les responsables publics ont rejeté le rapport. Le président Ndayishimiye a déclaré que toute tendance à viser le pays pour des mécanismes spéciaux de défense des droits de la personne était contreproductive. Il a appelé les partenaires, notamment le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies et les autres pays, à faire « une lecture juste et responsable » des efforts du Burundi.

En avril, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a retiré le pays de son ordre du jour et mis fin au mandat de ses observateurs des droits de la personne et experts militaires déployés dans le pays depuis 2016. Les dix observateurs civils et les trois observateurs militaires de l'UA étaient les seuls observateurs externes au Burundi.

Organismes publics de défense des droits de la personne : Les parties à l'Accord de paix et de réconciliation d'Arusha de 2000 s'étaient engagées à mettre en place un tribunal pénal international, qui n'avait toujours pas été institué, ainsi

qu'une Commission Vérité et Réconciliation (CVR), qui a été adoptée par une loi à cet effet en avril 2014. La CVR a recueilli des témoignages et mené des activités de sensibilisation en vertu de son mandat qui la charge d'enquêter et d'établir la vérité sur les graves violations des droits de la personne et du droit humanitaire international commises dans le pays. La CVR a également pour mandat d'établir les responsabilités des institutions publiques, des particuliers et des groupes privés.

Certaines organisations de la société civile ainsi que des personnalités de l'opposition politique se sont inquiétées de ce qu'elle ciblait délibérément l'année 1972 afin de favoriser les Hutus. Des organisations de la société civile se sont également inquiétées de ce que, vu les atteintes aux droits de la personne, les tensions politiques, le climat de peur et d'intimidation, les craintes de représailles à l'égard des personnes qui témoignent et les limites à la liberté d'expression qui se poursuivaient, les conditions n'étaient pas favorables à un processus de justice transitionnelle impartial et efficace. Des organisations de la société civile ont exprimé leur inquiétude de voir la participation de membres du parti au pouvoir dans les équipes de recueil des dépositions accroître la réticence de certains Burundais à témoigner ou à faire pleinement part de ce qu'ils avaient vécu. Elles ont indiqué que certains des commissaires de la CVR représentaient les intérêts du parti au pouvoir et manquaient d'impartialité, et que le manque d'experts compétents avait affecté la capacité de la CVR à fonctionner. Le 20 décembre, la CVR a présenté un rapport à l'Assemblée nationale et au Sénat qualifiant les événements de 1972-1973 de génocide. Selon le président de la CVR, la commission s'est basée sur ses enquêtes effectuées sur « les violations graves, massives et systématiques des droits de l'Homme commises en 1972 et 1973 contre les Barundi du groupe ethnique des Bahutu par le pouvoir de Michel Micombero ». L'Assemblée nationale a approuvé le rapport et confirmé que les événements concernés correspondaient à un génocide des Hutus.

L'Ombudsman de la République du Burundi a pour mandat d'enquêter sur les plaintes concernant des violations des droits de la personne commises par des fonctionnaires, l'appareil judiciaire, les autorités locales, les institutions publiques et tout autre organisme public. Il se concentre également sur la création d'une médiation communautaire et de mécanismes de prévention des conflits.

La CNIDH, organe quasi-gouvernemental chargé d'enquêter sur les violations des

droits de la personne, a exercé son pouvoir de convoquer des hauts responsables, de réclamer des informations et d'exiger des mesures correctives. En juin, l'Alliance mondiale des institutions nationales des droits de l'homme (GANHRI) a réaccrédité la CNIDH avec le statut « A », niveau d'indépendance le plus élevé, après l'avoir provisoirement rétrogradée en 2016 puis suspendue en 2018. Cependant, certains observateurs ont continué de soulever des questions concernant l'indépendance de l'organisation et sa capacité à travailler sur des sujets politiquement sensibles sans ingérence du gouvernement. La CNIDH était active en matière de promotion et de défense des droits de la personne, notamment la libération des membres de l'opposition emprisonnés au cours de la période électorale, l'intensification des interactions avec la communauté internationale, le plaidoyer visant à améliorer les conditions dans les prisons et un travail soutenu sur des sujets relatifs aux droits de la personne en règle générale, tels que les violences sexistes, la traite des personnes et les droits des enfants et des travailleurs. Pendant l'année, elle a augmenté le nombre de ses rapports au gouvernement et au public, notamment en annonçant pour la première fois qu'elle avait conclu une enquête sur les allégations d'actes de torture commis par des agents du SNR.

Section 6. Discrimination et violences sociales

Femmes

Viol et violences familiales : La loi interdit le viol des hommes et des femmes, y compris le viol conjugal, qui est passible de peines pouvant aller jusqu'à 30 ans de prison. La loi interdit la violence conjugale, qui est passible d'amendes et de peines de trois à cinq ans de prison. Le gouvernement n'a pas fait respecter la loi uniformément, et le viol ainsi que d'autres formes de violences familiales et sexuelles constituaient de graves problèmes.

Une loi de 2016 porte création d'un tribunal spécial chargé de connaître des crimes sexistes, faisant des violences sexistes des crimes impardonnables et prévoyant des sanctions plus sévères pour les agents de police et les magistrats qui dissimulent les crimes de violence à l'égard des femmes et des filles. Au 30 novembre, ce tribunal n'avait pas encore été créé et aucun agent de police ni juge n'avait été poursuivi en justice en vertu de la loi.

La Police des mineurs et protection des mœurs de la Police nationale est chargée des enquêtes sur les cas de violence sexuelle et de viol, ainsi que sur la traite des filles et des femmes. Le Centre Humura de Gitega, ainsi que les centres intégrés situés dans les provinces de Makamba, Musinga, et Cibitoke, administrés par le gouvernement, ont fourni une gamme complète de services, notamment des services juridiques, médicaux et psychosociaux, aux victimes de violences domestiques et sexuelles.

Harcèlement sexuel : La loi interdit le harcèlement sexuel, y compris le recours à des menaces de violences physiques ou à des pressions psychologiques pour obtenir des faveurs sexuelles. Le harcèlement sexuel est sanctionné par des amendes et des peines d'un mois à deux ans de prison. La peine est multipliée par deux si la victime est âgée de moins de 18 ans. Le gouvernement n'a pas veillé efficacement à l'application de la loi. Des cas de harcèlement sexuel ont été signalés, mais on ne disposait pas de données sur la fréquence ou l'ampleur de ce phénomène ou de preuves d'arrestations effectuées en vertu des lois sur la lutte contre le harcèlement sexuel.

Droits génésiques : Il n'a pas été fait état d'avortements ou de stérilisations forcés pratiqués par les autorités gouvernementales. Les pouvoirs publics reconnaissent le droit des couples et des personnes à décider du nombre et de l'espacement de leurs enfants et du moment de leur naissance, et ils avaient accès à des informations et les moyens de le faire sans discrimination, pressions ni violences. Les hommes prenaient souvent les décisions finales en matière de planification familiale.

Le gouvernement fournissait des services prénatals et post-partum gratuits. L'accès aux contraceptifs n'était pas restreint, et le taux d'usage de contraceptifs était de 29 %. Des dispensaires et des ONG distribuaient gratuitement des informations sur la planification familiale conformément aux directives du ministère de la Santé publique et de la Lutte contre le sida. Des établissements hospitaliers confessionnels encourageaient l'usage de moyens traditionnels de planification familiale.

Les pouvoirs publics ont fourni un accès aux services de santé sexuelle et génésique, notamment des services de contraception d'urgence aux survivantes et

survivants aux violences sexistes.

L'Enquête démographique et de santé 2016-2017 estimait le taux de mortalité maternelle à 548 décès pour 100 000 naissances vivantes. Selon le ministère de la Santé et de la Lutte contre le sida, les premières causes de mortalité maternelle étaient les hémorragies graves, les infections, l'hypertension artérielle pendant la grossesse, les complications pendant l'accouchement et les avortements non médicalisés. Les effets des maladies, telles que le paludisme, ou liés à des problèmes chroniques, comme les maladies cardiovasculaires et le diabète, comptaient parmi les autres causes. Les mères et les femmes enceintes manquaient d'accès à des soins médicaux adéquats, surtout dans les zones rurales.

Les Statistiques sanitaires mondiales indiquaient qu'en 2019, le taux de natalité chez les adolescentes était de 54 naissances pour 1 000 adolescentes. Les premières causes de ce taux élevé de natalité chez les adolescentes étaient sans doute le taux élevé de pauvreté et le manque généralisé d'éducation en matière de santé génésique. Une circulaire du ministère de l'Éducation oblige les adolescentes enceintes à interrompre leurs études jusqu'à un an après la naissance ou à fournir des documents certifiant la fin de la grossesse.

Des informations indiquaient que des obstacles sociaux et culturels liés à la menstruation et l'accès à l'hygiène pendant la menstruation avaient une incidence sur la capacité des femmes et des filles à participer à la société sur un pied d'égalité, notamment en limitant l'accès des filles à l'éducation. Des organisations de défense des droits de la personne ont indiqué que le manque de connaissances était source de préjugés, de tabous et de normes culturelles et sociales négatives concernant la menstruation. Par conséquent, la santé des femmes et des filles était touchée de manière négative et elles présentaient des taux plus élevés d'absentéisme scolaire et des résultats scolaires faibles. Par ailleurs, la stigmatisation autour de la menstruation empêchait les femmes et les filles de chercher à obtenir un traitement pour les troubles ou les douleurs dus à la menstruation, d'accepter certains emplois ou de travailler.

Discrimination : La loi ne fait pas de distinction entre les hommes et les femmes, que ce soit en vertu du droit familial, du travail, des biens, de la propriété de la nationalité. Les femmes étaient victimes de discrimination juridique, économique

et sociétale, notamment en raison de pratiques discriminatoires en matière de droit successoral et de droit relatif aux biens matrimoniaux. Les pratiques traditionnelles continuaient de contrôler la distribution des biens en faveur des hommes et des garçons. Une femme n'hérite pas des terres de son père et était censée travailler sur les terres de son mari et en profiter.

La loi dispose que les femmes et les hommes doivent recevoir un salaire égal pour un travail égal, mais le gouvernement n'a pas appliqué la loi de manière efficace (voir la section 7.d.). Certaines entreprises cessaient de rémunérer les femmes durant leur congé maternité et d'autres refusaient d'accorder une assurance maladie à leurs employées mariées. Les autorités ne prévoyaient que des ressources limitées pour faire appliquer la législation du travail et elles ne veillaient pas efficacement à l'application des lois de lutte contre la discrimination.

La loi exige que les couples non mariés régularisent leur situation par le biais d'un enregistrement auprès d'une Église ou d'un État. Le 28 septembre, le ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique a demandé aux Burundais de signaler tout responsable local en situation de concubinage afin de les suspendre de leurs emplois de fonctionnaires.

Violences et discriminations raciales ou ethniques systémiques

La Constitution prévoit que tous les citoyens sont égaux en valeur et dignité, qu'ils disposent tous des mêmes droits et bénéficient des mêmes protections aux termes de la loi. Aucun citoyen ne peut être exclu de la vie sociale, économique ou politique du pays en raison de sa race, de sa langue, de sa religion, de son sexe ou de son origine ethnique. En outre, la Constitution prévoit la représentation des deux plus grands groupes ethniques à tous les postes gouvernementaux élus et nommés. La majorité hutu est en droit d'occuper 60 % au plus des postes de la fonction publique et la minorité tutsi 40 % au moins. Cependant, un rapport de la Ligue Iteka publié en février indiquait que dans un grand nombre d'institutions publiques, le quota ethnique n'était pas respecté. La Constitution réserve trois sièges de chacune des chambres du Parlement au groupe ethnique des Twa, qui représentent environ 1 % de la population. Rien n'indiquait que la police ou d'autres responsables publics avaient incité, perpétué, approuvé ou toléré des actes de violence fondés sur l'ethnicité.

Populations autochtones

Les Twa, peuple autochtone, étaient estimés à 80 000, soit moins d'1 % de la population, selon un recensement de 2008, mais les estimations des ONG variaient grandement. Dans l'ensemble, ils demeuraient économiquement, politiquement et socialement marginalisés. Les administrations locales sont légalement tenues de fournir gratuitement des manuels scolaires et des soins de santé à tous les enfants twa. Dans l'ensemble, elles ont respecté ces obligations (voir également la section 3, Participation des femmes et des membres de minorités), mais des informations signalaient un déficit d'accès à l'éducation qui concernait enfants twa de manière disproportionnée parce qu'ils ne disposaient pas des documents civils nécessaires pour s'inscrire à l'école.

Enfants

Enregistrement des naissances : La Constitution dispose que la nationalité s'acquiert par la filiation. Les pouvoirs publics enregistrent gratuitement la naissance de tous les enfants si la déclaration est faite dans les quelques jours qui suivent la naissance. Selon l'UNICEF, les enfants non inscrits à l'état civil risquent de ne pas avoir accès à certains services publics, notamment des soins de santé gratuits pour les enfants de moins de cinq ans et l'accès gratuit à l'éducation de base.

Éducation : L'éducation est gratuite, obligatoire et universelle jusqu'à la fin du primaire, mais les élèves sont tenus de payer l'achat des manuels scolaires et des uniformes. Les élèves scolarisés dans le secondaire doivent payer des frais de scolarité symboliques par trimestre ; l'enseignement secondaire n'est pas obligatoire. Dans l'ensemble du pays, des fonctionnaires provinciaux ont fait payer des frais de scolarité « informels » aux parents à tous les niveaux (voir également la section 6, Femmes, Droits génésiques). Les filles avaient des taux de scolarisation plus faibles et d'abandon scolaire plus élevés. Les facteurs y contribuant comprenaient les normes culturelles, qui favorisaient l'éducation chez les garçons, et chez les filles, le travail domestique et agricole à la maison, la préparation au mariage et les grossesses précoces.

Maltraitance d'enfants : La loi interdit les violences contre les enfants ou leur maltraitance, mais la maltraitance d'enfants était un problème généralisé. En

décembre, la CNIDH a reconnu qu'il y avait dans le pays des affaires relatives à différentes formes de maltraitance d'enfants et indiqué qu'elle réalisait une étude visant à fournir au gouvernement davantage d'informations sur le problème.

Mariage d'enfants, mariage précoce et mariage forcé : L'âge légal pour le mariage est fixé à 18 ans pour les femmes et à 21 ans pour les hommes. Les mariages forcés sont illégaux, mais il s'en serait produit fréquemment dans les communautés musulmanes. Le ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique a dissuadé les imams de célébrer des mariages illégaux.

Exploitation sexuelle des enfants : L'âge minimum du consentement est fixé à 18 ans. La loi interdit l'exploitation sexuelle commerciale des enfants et la pédopornographie. Il n'y a pas eu de poursuites judiciaires à ce titre au cours de l'année.

Des femmes et des filles ont été victimes de la traite des personnes à destination de pays d'Afrique et du Moyen-Orient, parfois en ayant recours à des documents falsifiés, ce qui les exposait à de forts risques d'exploitation.

Enfants déplacés : Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), il y avait en septembre environ 61 000 enfants déplacés dans le pays (voir également la section 2.e., Statut et traitement des déplacés internes). Dans tout le pays, des milliers d'enfants vivaient dans la rue ; certains d'entre eux étaient orphelins du VIH-sida. Le gouvernement leur fournissait un soutien pédagogique minimal et comptait sur les ONG pour leur procurer des services de base, notamment des soins médicaux et un soutien économique. Des observateurs indépendants ont signalé que les enfants sans abri étaient exposés à des violences et à des vols commis par la police. Les arrestations et les détentions arbitraires de personnes, parmi lesquelles des mineurs, vivant dans la rue, se sont poursuivies.

Enlèvements internationaux d'enfants : Le pays n'est pas partie à la Convention de la Haye de 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants. Veuillez consulter le rapport du département d'État intitulé *Annual Report on International Parental Child Abduction* (Rapport annuel sur les enlèvements parentaux internationaux d'enfants – en anglais seulement) à l'adresse suivante : <https://travel.state.gov/content/travel/en/International-Parental-Child-Abduction/>

[for-providers/legal-reports-and-data/reported-cases.html](https://www.state.gov/for-providers/legal-reports-and-data/reported-cases.html).

Antisémitisme

On ne disposait pas d'estimations sur la taille de la communauté juive. Aucun acte d'antisémitisme n'a été signalé.

Traite des personnes

Veillez consulter le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons-report/>.

Personnes en situation de handicap

Les personnes en situation de handicap ne pouvaient pas avoir accès à l'éducation, aux services de santé, aux bâtiments publics et aux transports sur un pied d'égalité avec les autres. Il n'existe pas de loi garantissant l'accès des personnes en situation de handicap aux bâtiments, à l'information ou aux services publics.

La Constitution interdit la discrimination à l'égard des personnes porteuses de handicap, mais le gouvernement n'a ni promu, ni défendu leurs droits. Bien que les personnes porteuses de handicap aient droit à des services de santé gratuits par l'intermédiaire des programmes sociaux visant les groupes vulnérables, les autorités ne faisaient pas beaucoup la promotion de cette possibilité et ces prestations n'étaient pas souvent fournies. Les employeurs exigeaient souvent des candidats à des postes qu'ils produisent un certificat médical délivré par le ministère de la Santé publique attestant qu'ils n'étaient pas atteints d'une maladie contagieuse et qu'ils étaient aptes au travail, pratique qui s'est parfois traduite par de la discrimination à l'égard des personnes porteuses de handicap. Le gouvernement n'a pas fourni d'informations et de communications publiques dans des formats accessibles.

L'État a apporté une aide à un centre de rééducation physique à Gitega et à un centre de réinsertion sociale et professionnelle à Ngozi pour les personnes porteuses de handicaps physiques.

Il n'a pas été fait état de violences, de harcèlement, de mesures d'intimidation ni d'autres abus à l'encontre des personnes porteuses de handicap.

Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida

Les *Enquêtes démographiques et de santé* pour 2016-2017 ont signalé que la Stigmatisation sociale liée au VIH et au sida n'était pas un problème dans le pays. Cependant, au cours de l'année, une étude indépendante a signalé qu'elle était généralisée ; ses manifestations les plus fréquentes étaient notamment les violences physiques et verbales, la marginalisation, la discrimination, l'autostigmatisation, la peur et l'insécurité et la stigmatisation des fournisseurs de soins de santé. L'étude notait toutefois moins de discrimination dans les secteurs de l'éducation et de l'emploi. Certaines ONG ont souligné que la stigmatisation et la discrimination à l'encontre des membres de la communauté LGBTQI+ et des travailleurs du sexe étaient disproportionnellement élevées.

Actes de violence, criminalisation et autres abus basés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre

Certains signalements indiquaient que des agents du gouvernement ont incité, approuvé et toléré des actes de violence à l'encontre des personnes LGBTQI+. Ces dernières évitaient de signaler ces incidents aux médias ou aux autorités en raison de la stigmatisation, de la volonté de protéger leur identité et des préoccupations liées à la répression des relations sexuelles consenties entre personnes du même sexe.

Il n'a pas été fait état de mesures officielles prises pour enquêter sur les personnes complices de violences ou de violations aux mains d'acteurs étatiques ou non étatiques, ou pour les sanctionner.

La loi dispose que les relations sexuelles entre adultes de même sexe sont passibles de peines pouvant atteindre deux ans de prison. Aucun signalement n'a fait état de poursuites menées au cours de l'année pour relations sexuelles entre personnes de même sexe.

Il n'a pas été fait état de pratiques involontaires ou psychologiques ciblant spécifiquement les personnes LGBTQI+.

La loi n'interdit pas la discrimination à l'encontre des personnes LGBTQI+ dans l'accès au logement, à l'emploi, à la nationalité et à l'accès aux services publics tels

que les soins de santé. La discrimination sociétale à l'égard des personnes LGBTQI+ était courante.

Autres formes de violence ou de discrimination sociétale

Des criminels ont parfois tué des personnes atteintes d'albinisme, en particulier des enfants, en vue d'utiliser leurs organes pour des rituels. Selon le président de l'Association albinos sans frontières, les personnes atteintes d'albinisme n'étaient pas acceptées par la société et étaient souvent sans emploi et isolées. Il indiquait également que les enfants albinos échouaient à l'école principalement en raison du harcèlement dont ils étaient victimes, de problèmes de vision non corrigés et d'un manque de soutien de la part du secteur de l'éducation. Les femmes atteintes d'albinisme étaient souvent « jetées dehors par leurs familles parce qu'elles avaient la réputation d'être mauvaises ». Le gouvernement a pris des mesures pour améliorer l'intégration dans la société des personnes atteintes d'albinisme et sensibiliser les communautés à la promotion d'efforts de lutte contre la discrimination, notamment la création de groupes d'intégration socio-économique de personnes atteintes d'albinisme offrant des opportunités de contracter des prêts et de recevoir des soins de santé.

Section 7. Droits des travailleurs

a. Liberté d'association et droit à la négociation collective

La loi prévoit le droit des travailleurs de constituer des syndicats indépendants et d'y adhérer, dans certaines limites. Un syndicat doit compter au moins 50 membres. Le ministre de la Fonction publique, du Travail et de l'Emploi a le pouvoir de désigner le syndicat le plus représentatif dans chaque secteur. La plupart des fonctionnaires ont le droit de se syndiquer, mais leur syndicat doit être enregistré auprès du ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale (ministère du Travail), qui a le droit de refuser cet enregistrement et exiger des syndicats qu'ils fournissent des informations sur leur administration. Les policiers, les membres des forces armées, les magistrats et les étrangers travaillant dans le secteur public n'ont pas le droit de créer des syndicats ou d'y adhérer. Les travailleurs âgés de moins de 18 ans doivent avoir l'autorisation de leurs parents ou de leurs tuteurs pour adhérer à un syndicat.

La loi accorde aux travailleurs un droit de grève conditionnel strictement encadré ; elle interdit les grèves de solidarité. Les parties doivent avoir épuisé tous les autres moyens de résolution (dialogue, conciliation et arbitrage) avant de pouvoir faire grève. Les personnes qui souhaitent faire grève doivent constituer la majorité des travailleurs et remettre un préavis de six jours à leur employeur et au ministère du Travail, et les négociations menées par un médiateur choisi d'un commun accord ou par le gouvernement doivent se poursuivre pendant la grève. Les grèves et manifestations sont interdites pendant les élections. Le ministère doit déterminer si les parties ont satisfait aux conditions permettant de faire grève, ce qui lui confère, en réalité, l'autorité d'empêcher les grèves. La loi permet aux autorités de réquisitionner les employés essentiels en cas de grève. Elle interdit les représailles contre les travailleurs participant à une grève légale.

La loi reconnaît le droit de mener des négociations collectives, mais celles-ci ne peuvent pas porter sur les salaires du secteur public, qui sont établis selon des barèmes fixes après consultation avec les syndicats. Le ministre du Travail désigne l'organisation d'employés la plus représentative dans l'ordre. Si les négociations aboutissent à une impasse, le ministre du Travail peut imposer un arbitrage et approuver ou réviser tout accord. Il n'y a pas de loi contraignant un employeur à mener des négociations collectives. La loi interdit la discrimination antisyndicale mais autorise le licenciement de travailleurs participant à une grève illégale et ne prévoit pas spécifiquement la réintégration de ceux licenciés pour leurs activités syndicales.

Le gouvernement n'appliquait pas les lois en vigueur de manière efficace. Les ressources nécessaires aux inspections et à l'application de mesures correctives étaient insuffisantes, et les sanctions n'étaient pas à la mesure de celles prévues par d'autres lois concernant la privation de droits civils. Les procédures administratives et judiciaires étaient soumises à de longs retards et appels.

Le gouvernement a imposé des restrictions excessives à la liberté d'association et au droit de mener des négociations collectives, et il s'est parfois immiscé dans les activités des syndicats.

La plupart des syndicats étaient des syndicats de fonctionnaires, et pratiquement aucun employé du secteur privé n'était syndiqué. Comme la plupart des salariés

étaient des fonctionnaires, des entités gouvernementales participaient à presque toutes les étapes des négociations collectives. Les principales confédérations syndicales représentaient les intérêts des travailleurs pendant les négociations collectives, en coopération avec les différents syndicats.

La plupart des travailleurs étaient employés dans le secteur de l'économie informelle. Selon la Confédération des syndicats du Burundi, pratiquement aucun travailleur du secteur informel n'avait de contrat de travail écrit.

b. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit toutes les formes de travail forcé ou obligatoire, y compris celui des enfants. Les sanctions prévues pour traite aux fins de travail forcé étaient à la mesure de sanctions pour d'autres infractions graves. Le gouvernement n'appliquait pas les lois en vigueur de manière efficace. Les ressources, inspections et actions correctives étaient insuffisantes. Les inspecteurs du travail étaient habilités à imposer des amendes à leur discrétion. Trois condamnations pour traite des enfants ont été signalées.

Des enfants et de jeunes adultes ont été contraints au travail forcé dans des plantations ou de petites fermes dans le sud, pour effectuer de petits travaux subalternes dans les mines d'or, pour ramasser des galets dans les cours d'eau pour la construction de bâtiments à Bujumbura ou pour travailler sur les bateaux de pêche ou dans le commerce informel dans les rues des grandes villes (voir la section 7.c.). Le travail forcé s'est également produit dans les services domestiques et la production de charbon.

Les Burundais étaient obligés de participer à des travaux d'intérêt communautaire tous les samedis matin de 8h30 à 10h30. Si l'application de cette exigence était rare, des informations sporadiques ont cependant indiqué que des administrateurs communaux avaient imposé des amendes aux résidents qui ne participaient pas à ces activités et des Imbonerakure ou des policiers ont parfois harcelé ou intimidé des non-participants, surtout quand de hauts fonctionnaires participaient aux séances de travaux d'intérêt communautaire.

Veillez consulter également le *Rapport du département d'État sur la traite des personnes* à l'adresse suivante : <https://www.state.gov/trafficking-in-persons->

[report/](#).

c. Interdiction du travail des enfants et âge minimum d'admission à l'emploi

La loi interdit toutes les pires formes de travail des enfants, notamment toutes les formes d'esclavage et pratiques analogues, le travail à des fins de remboursement de dette, la vente ou la traite, le recrutement forcé pour participer à des conflits armés, le recrutement ou l'usage à des fins d'exploitation sexuelle commerciale, la production de représentations ou de matériel pornographiques ou de danses obscènes, tout travail effectué dans le cadre de tout type d'activité illégale, notamment la production et le trafic de stupéfiants, et tout type de travail qui, par essence ou en raison de ses conditions, tend à nuire à la santé, la sécurité, la dignité ou les mœurs d'un enfant. L'âge minimum requis d'accès à l'emploi est 16 ans, bien qu'il y ait des exceptions pour les travaux légers dans le contexte de l'apprentissage (14 ans) ; dans certains cas, cela doit être approuvé par le ministère du Travail si l'enfant a au moins 15 ans et ne va pas à l'école. En règle générale, cette loi ne s'applique pas aux enfants qui travaillent en dehors d'une relation contractuelle d'emploi formel. La loi interdit le travail de nuit des enfants et limite leur semaine de travail à 40 heures. Bien que la loi ne soit pas appliquée dans le secteur informel, le ministère du Travail a affirmé que le travail informel était de son ressort.

Le ministère du Travail est chargé d'assurer l'application des lois relatives au travail des enfants et il disposait de nombreux instruments à cette fin, y compris de sanctions pénales, d'amendes et d'ordonnances judiciaires. Néanmoins, il n'a pas veillé efficacement à l'application de la loi, principalement en raison du nombre insuffisant d'inspecteurs. En conséquence, le ministère ne faisait appliquer la loi que lorsqu'une plainte était déposée. Les sanctions prévues n'étaient pas à la mesure de celles prescrites pour d'autres infractions graves. Pendant l'année, les autorités n'ont pas fait état de cas de travail des enfants dans le secteur formel et elles n'ont pas mené d'enquêtes sur le travail des enfants dans le secteur informel.

La scolarité obligatoire se terminant à 15 ans, les enfants de 15 à 16 ans sont vulnérables au travail forcé. En milieu rural, des enfants de moins de 16 ans, souvent chargés de contribuer à la subsistance de leur famille ainsi qu'à la leur,

faisaient régulièrement de durs travaux manuels pendant la journée, y compris durant l'année scolaire, surtout dans l'agriculture. Dans ce secteur, les enfants pouvaient être contraints de porter de lourdes charges et d'utiliser des machines et des outils susceptibles d'être dangereux. Ils gardaient aussi les bovins et les chèvres, ce qui les exposait à des conditions climatiques rudes et les forçait à travailler avec de gros animaux ou des animaux dangereux. De nombreux enfants travaillaient dans le secteur informel, comme dans des entreprises familiales, dans la vente dans la rue et dans de petites briqueteries locales. Il y a eu de nombreux cas d'enfants utilisés comme mendiants, y compris d'enfants en situation de handicap forcés à mendier.

Dans les zones urbaines, les enfants qui travaillaient comme domestiques étaient nombreux. Presque tous travaillaient dans le secteur informel et ne disposaient pas de contrats formels. Selon des rapports, un nombre accru d'enfants travaillant dans le secteur informel étaient transportés des zones rurales à Bujumbura pour ensuite être assujettis à l'exploitation. Les enfants domestiques étaient souvent isolés de tout contact avec l'extérieur. Certains étaient uniquement logés et nourris au lieu d'être rémunérés pour leur travail. Certains employeurs qui ne rémunéraient pas les enfants qu'ils employaient comme domestiques les accusaient de vol ; certains ont parfois été emprisonnés sur de fausses accusations. Les enfants travaillant comme domestiques pouvaient être obligés de travailler de longues heures ; ils pouvaient être exploités sexuellement par certains de leurs employeurs, les filles étant affectées de manière disproportionnée par cette exploitation.

Veillez consulter également les *Conclusions du département du Travail sur les pires formes de travail des enfants* à l'adresse suivante : <https://www.dol.gov/agencies/ilab/resources/reports/child-labor/findings>.

d. Discrimination en matière d'emploi et de profession

La loi n'interdit pas spécifiquement la discrimination à l'encontre de tout groupe mais prévoit l'égalité des droits. La Constitution reconnaît le droit des travailleurs à un salaire égal pour un travail égal, mais les femmes ont été victimes de discrimination en matière de rémunération et d'accès à l'égalité d'emploi et les autorités n'ont pas lancé de poursuites en cas d'infraction relative à cette égalité des droits. Les femmes ne pouvaient occuper certains emplois et un décret du

gouvernement leur interdit de participer aux groupes de tambourinaires traditionnels.

Le gouvernement n'a pas fait appliquer la loi dans tous les secteurs. Une grande part de l'activité économique du pays se situait dans le secteur informel qui, en général, n'offrait aucune protection contre la discrimination. Selon certains, l'appartenance au parti au pouvoir était une condition préalable à l'emploi dans le secteur formel, public comme privé. Les membres de la minorité ethnique twa, qui dans de nombreux cas n'avaient pas de papiers officiels, étaient souvent exclus de l'emploi dans l'économie formelle. Les personnes atteintes d'albinisme ont subi des discriminations dans le domaine de l'emploi. Les personnes en situation de handicap étaient victimes de discrimination à l'embauche et en matière d'accès à leur lieu de travail.

e. Conditions de travail acceptables

Lois relatives aux salaires et au temps de travail : Le salaire minimum officiel, qui n'a pas changé depuis 1988, était inférieur au seuil officiel de pauvreté. Les salaires minimums pratiqués reflétant davantage les forces du marché du travail étaient inférieurs au seuil de pauvreté international. Selon la Banque mondiale, au cours de l'année, le pourcentage de la population vivant en-deçà du seuil de pauvreté devait atteindre 87 %.

La loi limite la durée du travail à huit heures par jour et 40 heures par semaine, mais avec de nombreuses exceptions, comme pour les travailleurs des domaines de la sécurité nationale, du gardiennage résidentiel et des transports routiers. Les directives du ministère du Travail concernant les entreprises de sécurité privées autorisaient des semaines de travail de 72 heures pour les vigiles, formation exclue. Il n'existe pas de législation concernant les heures supplémentaires obligatoires mais la majoration des rémunérations pour toute heure supplémentaire est requise. Les travailleurs étrangers et migrants sont soumis aux mêmes conditions et aux mêmes lois que les ressortissants du pays.

Santé et sécurité au travail : Le Code du travail établit des normes adéquates de sécurité et de santé au travail, mais elles n'étaient guère respectées. Ainsi, dans de nombreux nouveaux bâtiments en construction à Bujumbura, les travailleurs ne portaient pas de tenues de protection, comme des chaussures fermées, et les

échafaudages étaient en perches de bois et en planches de taille et de largeur irrégulières.

Au sein du ministère du Travail, l'Inspection du travail est chargée de faire respecter les lois sur le salaire minimum et le temps de travail ainsi que la législation sur les normes de sécurité et la santé au travail. Les travailleurs ont le droit de se retirer de situations présentant un danger imminent sans risquer de perdre leur emploi.

Le gouvernement n'a pas fait respecter la loi de manière efficace et les sanctions n'étaient pas à la mesure de celles prévues pour des infractions similaires. Le mandat des inspecteurs du travail se limitait au secteur formel, sauf lorsque des accords internationaux l'étendaient à tous les emplois. Les inspecteurs avaient le pouvoir de mener des inspections inopinées et d'imposer des sanctions. Le gouvernement n'a pas embauché suffisamment d'inspecteurs pour garantir le respect des dispositions en vigueur ni alloué de budget suffisant pour répondre aux besoins en la matière, comme pour la formation et les moyens de transport des inspecteurs.

Les infractions aux normes de sécurité auraient été fréquentes, mais il n'a été mené aucune enquête officielle, et il n'y a eu aucun signalement d'employeurs qui auraient enfreint ces normes ni de plaintes déposées auprès de l'Inspection du travail au cours de l'année. Le gouvernement n'a pas publié de données concernant les décès au travail.

Secteur informel : Le droit du travail concerne le secteur informel, mais il n'y était pas appliqué. Plus de 90 % de la population active étaient employés dans le secteur informel, surtout l'agriculture et les services domestiques, et manquaient donc d'accès à des protections juridiques. Quoique courant, le non-respect des normes concernant les salaires, les heures supplémentaires et la sécurité n'a pas donné lieu à des enquêtes ou des poursuites.

En novembre 2020, le gouvernement a adopté des amendements au Code du travail apportant des protections aux travailleurs dans le secteur informel. La nouvelle législation définit les obligations des employeurs en matière de santé et de sécurité au travail et oblige les employeurs à cotiser à l'assurance-santé, y compris pour les employés du secteur informel. Le Code du travail donne aux inspecteurs du travail

le pouvoir d'en référer des violations à la police et aux tribunaux et crée le poste de médecin inspecteur du travail, responsable de la protection de la santé physique et mentale des travailleurs.